



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 21 septembre 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 26 juillet 2021

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Affaire complémentaire - Commémoration de l'assassinat de Samuel Paty - Nouvelle dénomination du groupe scolaire de la ZAC Restanque : « Lucie Aubrac - Samuel Paty » - Soutien au lancement du prix Samuel Paty – Approbation – Autorisation de signature

1. Aménagement durable du territoire - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative à la phase 1 du projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Phase de Consultation Inter-Services - Avis
2. Aménagement durable du territoire - Quartier Croix d'Argent - Changement de nom de la ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) en ZAC du « Quartier de la Cité créative » - Approbation
3. Aménagement durable du territoire - Montpellier Ville Nature - Barème d'évaluation de la valeur financière des arbres - Approbation
4. Rayonnement et attractivité du territoire - Epidémie de Covid-19 - Prolongation de la durée des conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire - Approbation - Autorisation de signature
5. Rayonnement et attractivité du territoire - Épidémie de Covid-19 - Maintien de l'exonération du loyer de la Société d'Exploitation et de Production Musicale (SEPM) du Rockstore jusqu'au 31/12/2021 - Avenant n°3 au bail commercial - Approbation - Autorisation de signature
6. Services à la population et cohésion sociale - Agrément "Centre Social" des Maisons pour Tous - Convention entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et les Maisons pour Tous Paul-Emile-Victor et François-Villon - Approbation - Autorisation de signature
7. Services à la population et cohésion sociale - Cité Educative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2021 - Approbation
8. Services à la population et cohésion sociale - Nouvelle dénomination de la crèche municipale Heidelberg - Approbation
9. Services à la population et cohésion sociale - La Boussole des Jeunes - Charte de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Occitanie - Autorisation de signature
10. Services à la population et cohésion sociale - Modification du Règlement Intérieur du Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ) - Approbation
11. Ressources - Convention cadre de mentorat au bénéfice des étudiants - Approbation
12. Rayonnement et attractivité du territoire - Cinéma Nestor Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Conventions Ecole et Cinéma, Collège au Cinéma, Lycéens et apprentis au Cinéma - Autorisation de signature
13. Rayonnement et attractivité du territoire - Cinéma Nestor Burma et Théâtre Jean Vilar - Dispositif YOOT à destination des étudiants - Convention avec le CROUS de Montpellier - Autorisation de signature

14. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle A ne pas rater avec le théâtre des Treize Vents CDN de Montpellier - Autorisation de signature
15. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Culture Sport Adapté - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature
16. Services à la population et cohésion sociale - Dotation politique de la Ville 2021 - Convention d'attribution de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
17. Services à la population et cohésion sociale - Gratuité de la carte des Maisons Pour Tous pour les bénéficiaires du Pass Culture - Approbation
18. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de salles en Maisons pour tous - Approbation
19. Services à la population et cohésion sociale - Recensement de la Population 2022 - Création de postes d'agents recenseurs et rémunération - Approbation
20. Services à la population et cohésion sociale - Cimetière Saint Etienne et Métropolitain - Convention de livraison d'eau brute non potable à la Ville de Montpellier - Avenants n°1 et n°2 - Autorisation de signature
21. Services à la population et cohésion sociale - Convention de mise à disposition par la Préfecture de l'Hérault d'un dispositif mobile de recueil des données - Autorisation de signature
22. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention de mise à disposition auprès de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault d'un chalet aux hivernales 2021 pour les jeunes créateurs - Autorisation de signature
23. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle - Désignation de l'occupant - Approbation - Autorisation de signature
24. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Autorisation de signature
25. Aménagement durable du territoire - Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Autorisation de signature
26. Aménagement durable du territoire - Hôtel des Etats-majors - 3 boulevard Henri IV - Convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et l'Etat/Ministère des Armées - Approbation - Autorisation de signature
27. Aménagement durable du territoire - Acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole des locaux de l'ancien Conservatoire à Rayonnement Régional - Parcelle cadastrée BY n°150, 3 rue de Candolle à Montpellier - Approbation
28. Aménagement durable du territoire - Implantation d'un parking à vélos - Avenue de Heidelberg - Quartier Mosson - Convention d'occupation temporaire du domaine public communal au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
29. Aménagement durable du territoire - Transfert de bien entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du transfert de compétences - Le CORUM - Approbation
30. Aménagement durable du territoire - Cimetière de Grammont - Convention de servitude de passage d'un réseau électrique ENEDIS sur les parcelles cadastrées RK 6 et RL 10 - Autorisation de signature
31. Aménagement durable du territoire - Réaménagement urbain - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Mosson - Aliénation des parcelles LR 337 et LR 340, avenue de Louisville, au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation
32. Aménagement durable du territoire - Prémption de la propriété de la société JBMB, 3 rue de Deux Ponts - Convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature
33. Aménagement durable du territoire - ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Agrément de candidature SCI « Mathias et Fanny » - Approbation
34. Aménagement durable du territoire - Concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier » - PUP Mas Combelle - Lot MC1 - Agrément en vue d'une cession foncière de la SERM à VINCI Immobilier - Approbation

35. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Richter - Suppression de la ZAC - Approbation
36. Aménagement durable du territoire - Achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Richemont-Marqueroze - Approbation
37. Aménagement durable du territoire - Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit pour les locataires des jardins familiaux "Les Grands Grès" - Avenants aux baux - Approbation - Autorisation de signature
38. Rayonnement et attractivité du territoire - Parc de Lunaret de Montpellier - Adhésion à une organisation de protection des espèces menacées (Vulture Conservation Foundation) - Exercice 2021 - Approbation
39. Hors commission - Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Palerme - Participation au sommet annuel Global Parliament of Mayors dans le cadre de l'action internationale de la Ville de Montpellier - Approbation
40. Services à la population et cohésion sociale - Engagement de la Ville de Montpellier dans la lutte contre les cancers et les facteurs de risques associés - Octobre rose et Mois sans Tabac - Attributions de subventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
41. Services à la population et cohésion sociale - Attributions des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
42. Ressources - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
43. Services à la population et cohésion sociale - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
44. Ressources - Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Ville sportive" et "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
45. Ressources - Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération pour les terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique - Approbation
46. Ressources - Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération des vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes - Adoption
47. Ressources - Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie portant sur l'examen des comptes et la gestion financière de la Ville de Montpellier à partir de 2012 - Présentation et débat
48. Ressources - Création d'une prime d'intéressement collectif en faveur des agents de la Ville de Montpellier - Approbation
49. Ressources - Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des conventions services communs - Autorisation de signature
50. Ressources - Mise à jour de la liste des bénéficiaires des logements de fonction - Approbation
51. Ressources - Conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature
52. Ressources - Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Direction Services aux Territoires de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
53. Ressources - Mise à disposition d'un agent de catégorie B de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
54. Ressources - Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un Adulte-Relais - Approbation du renouvellement - Autorisation de signature
55. Hors commission - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
56. Services à la population et cohésion sociale - Jardin du domaine de Méric - Convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Office de Tourisme Métropolitain - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature
57. Ressources - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan, Montferrier-sur-Lez, Clapiers et Villeneuve-lès-Maguelone - Achat de quincaillerie, visserie et échelles - Autorisation de signature
58. Hors commission - Organismes Extérieurs - Principe de la transformation de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale - Approbation

59. Hors commission - Organisme Extérieur - Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Transmission Universelle de Patrimoine de la SAS TaM Voirie vers la SAEML TaM – Approbation
60. Hors commission – Charte relative à la mutualisation de la collecte de l'enquête de recensement des personnes sans-abri 2022 – « Nuit de la solidarité » - Autorisation de signature



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

.....
Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

.....
Procès-verbal
.....

Convoqué le 15 septembre 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 21 septembre 2021 à 9h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ.

Diffusion de la Marseillaise.

Monsieur le Maire :

Bonjour à tous, chers collègues. Bonjour à ceux et celles qui nous suivent en vidéo. Je vais donner la parole à Madame GIMENEZ qui va procéder à l'appel.

Madame Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Maire :

Le quorum étant atteint, nous pouvons délibérer.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire déclare la séance ouverte.

Monsieur le Maire :

Plusieurs informations avant de commencer le Conseil. D'abord quelques éléments autour de la rentrée scolaire et les conditions d'accueil. Nous avons été très clairement en soutien des familles pour donner toutes les conditions possibles pour qu'elles réussissent l'accompagnement de leurs enfants à l'école et dans l'école. C'est d'abord la gratuité des transports pour les moins de 18 ans, qui permet à tous les jeunes habitant la Métropole d'utiliser gratuitement les transports collectifs ; par exemple pour une famille de deux enfants, ce sont donc près de 392 euros d'économies. En plus d'être un choix écologique, c'est un choix social. Avec Madame MASSART, la nouvelle tarification à 50 centimes a permis à près de 2 000 familles d'être éligibles à cette disposition, et donc de permettre à des familles qui n'inscrivaient pas forcément leurs enfants à la cantine de les y inscrire et donc d'avoir un repas équilibré, avec plus de bio – puisque la viande actuellement est en bio. Le travail des équipes nous permet d'avancer là-dessus, et donc plus d'enfants mangent à la cantine avec des modalités de réservation qui ne sont plus autour de cinq à sept semaines, mais sur dix jours, ce qui rend cela pour les familles, les personnes qui sont avec des contrats, qui doivent souvent jongler, plus simple. Ce sont aussi 2 070 enfants qui bénéficient depuis la rentrée du plan de soutien scolaire, public, laïc et gratuit que nous avons mis en place. 2 070 enfants. Un plan de soutien assuré par les professeurs des écoles – donc la qualité pédagogique est assurée – qui connaissent les élèves, en tout cas qui se connaissent dans l'école. Autre chiffre qui est pour nous important : c'est le dispositif Coup de pouce – sur lequel nous avons délibéré au mois de juillet de l'année dernière – une aide à la première adhésion sportive, culturelle, pour les familles, de 50 euros. Ce sont 1 400 enfants qui ont à ce jour bénéficié de ce dispositif. Après la crise sanitaire, où les clubs, où les structures culturelles ont été en difficulté, ça les soutient également pour permettre d'avoir de nouveaux adhérents. C'est d'abord un choix de solidarité en direction des publics les plus fragiles. C'est aussi l'installation dans toutes les classes des vidéoprojecteurs qui permettent aux professeurs de pouvoir adapter leur pédagogie. Ce déploiement a été très apprécié et recevra d'ailleurs des aides de l'Union Européenne dans le cadre du plan numérique. L'engagement financier qui est le nôtre va être accompagné.

Autre point, puisqu'actuellement il y a un mouvement de grève qui s'exprime, et semble-t-il un rassemblement devant la Mairie, et si nécessaire, évidemment, une délégation pourra être reçue, sur la question des Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (Atsem). Je mesure bien que ce n'est pas le dossier le plus simple. Mais nous avons dû nous mettre en conformité avec la réglementation sur le temps de travail. À Montpellier, le temps de travail dans la collectivité était de 1 537 heures ; celui que la loi demande est 1 607 heures. Il y a eu de nombreuses discussions avec les organisations syndicales et, tout à l'heure, une affaire rapportée par notre collègue Michel ASLANIAN rendra compte d'une prime qui est mise en œuvre. Ce sont les premiers personnels à voir la mise en œuvre de l'application de la loi. Nous, le choix qui a été le nôtre, Madame DOMBRE-COSTE et Monsieur ASLANIAN l'ont dit, c'est d'abord le choix du service public. Le choix qui a été fait à Montpellier, c'est la semaine de quatre jours, pas de quatre jours et demi, ce qui aurait rendu peut-être les choses un peu différentes. Mais nous sommes sur la semaine de quatre jours. Et c'est de faire en sorte que les Atsem puissent être en lien direct avec les familles. À la fin de la journée, quand on a un enfant en petite section, en moyenne section, les parents demandent comment ça s'est passé dans la journée. Là, le temps qui a été demandé aux Atsem permet d'avoir ce lien avec les familles. Nous avons posé cela, dans un objectif de qualité du service public. Auparavant, quand c'était assuré par d'autres personnels et il n'y avait pas de continuité entre la famille et l'école. Nous avons mis en place cette organisation. Nous ne minorons pas les difficultés – et ça a été souvent relevé

par les uns et les autres, depuis longtemps – du métier d’Atsem. Notamment, quand on est à un âge plus avancé dans sa vie professionnelle, il faut qu’il y ait un travail sur la mobilité professionnelle, sur les conditions d’exercice du métier. C’est un chantier de négociation que nous allons ouvrir. Globalement, nous sommes à l’équivalent maintenant des autres grandes villes de la même strate. Je vais même dire que dans certaines villes, il y a un ou une Atsem pour deux classes. Nous, le choix qui est le nôtre, c’est de conserver – ce n’est pas nous, il y a un choix de longue date, mais qui nous semble très juste – un ou une Atsem par classe, pour pouvoir assurer l’encadrement. Aujourd’hui, c’est vrai, on conçoit que la journée peut apparaître longue. C’est sur quatre jours. On rappelle que la mobilisation du temps professionnel, c’est sur 36 semaines. Bientôt, d’ici la fin du mois, mi-octobre au plus tard, va s’ouvrir le deuxième chantier sur les conditions de travail, les mobilités professionnelles, pour s’efforcer d’accompagner ces personnels. Voilà pour ce qui est du volet de l’éducation.

Je voudrais remercier très chaleureusement les services, mais au-delà de ça toutes les associations qui ont été présentes à l’Antigone des associations le 12 septembre dernier. Ça s’est tenu. Il n’était pas acquis que cette manifestation se déroule, compte tenu évidemment du contexte sanitaire. À Lille, la grande braderie a été annulée. Le choix qui est le nôtre dorénavant, au vu des taux de vaccinations et des dispositifs pour encadrer les manifestations, c’est de maintenir la vie sociale, et l’Antigone des associations était indispensable pour les bénévoles de notre ville. Qu’ils soient salués, parce qu’ils jouent un rôle très précieux dans la cohésion de la ville.

Autre date pour votre calendrier à tous, mes chers collègues – il y a beaucoup d’événements, pour certains, je suis sûr qu’ils seront très sensibles : nous allons recevoir pour les 60 ans du jumelage le Maire de Heidelberg avec une équipe du Conseil municipal, un certain nombre de chefs d’entreprises, d’acteurs culturels, le week-end du 3 octobre. D’ailleurs, nous lancerons la quinzaine franco-allemande en partenariat avec la Région Occitanie, en présence de l’Ambassadeur d’Allemagne en France, et nous célébrerons la fête nationale allemande sur la place de la Comédie, au nom à la fois du jumelage mais aussi de l’amitié franco-allemande, qui est, j’emploie cette expression – vous pouvez ne pas la partager – « *un chef-d’œuvre de l’histoire* ». Nous sommes trois générations à connaître la paix et c’est un acquis exceptionnel.

Nous aurons le nouveau sommet Afrique-France à partir du 8 octobre, même si beaucoup de manifestations se déroulent dans le champ culturel, dans le champ associatif. Il y aura tout un programme qui va se dérouler le long de la semaine, et la venue du Chef de l’État, et des invités au nouveau sommet Afrique-France, qui aura lieu le 8 et le 9 octobre avec le point d’orgue le 8 à l’Aréna. Je tiens à préciser que ce n’est pas un sommet où se retrouvent les Chefs d’État africains et le Président de la République française ; c’est un sommet qui se tourne, et c’est pour cela que nous, on est très heureux de l’accueillir, vers l’Afrique de demain, celle des créateurs, celle des chercheurs, celle des sportifs, celle de la culture, qu’on a d’ailleurs commencé à découvrir à travers la saison Africa 2020, avec la magnifique exposition d’Abdoulaye KONATÉ à Bagouet, à travers les nombreuses coopérations scientifiques, universitaires, qui se nouent, et ce sera dans cet esprit-là. Avec Madame HART, nous travaillons à ce que Montpellier puisse être un des points d’entrée dans cette relation nouvelle avec l’Afrique, et en s’appuyant aussi sur les diasporas qui existent. Parce que comme ça a été rappelé lors du concert qui s’est tenu au Peyrou, il y a des millions de Français qui ont des liens avec l’Afrique et qui entretiennent ces liens, il faut s’appuyer dessus. Donc vous voyez, on ne sera pas dans la diplomatie des États, mais surtout dans une relation nouvelle.

Enfin, le week-end prochain s’annonce chargé. Évidemment, vous êtes tous conviés à la Marche des fiertés. Ça fait 27 ans que ça se déroule à Montpellier. L’année dernière, évidemment, c’était réduit. Nous sommes une des plus anciennes villes de France, avec Paris, à accueillir une Marche des fiertés. C’est un engagement qui nous est je crois commun, assurément, et pour lequel nous aurons la joie de nous retrouver pour soutenir la lutte contre la discrimination, mais aussi envoyer le message de tolérance, de respect qu’incarne Montpellier.

Nous aurons enfin le lancement des premiers dimanches de respiration. Il fut un temps à Montpellier où on tenait la journée sans voiture dans la semaine de la mobilité, s’inspirant du Maire regretté de La Rochelle, Michel CRÉPEAU. C’était il y a longtemps : moi je vivais ça, j’étais adolescent dans la ville. Pour des raisons diverses, ça ne s’est plus fait. On a pu voir les images dans beaucoup de villes

ce week-end, nous on fera ça la semaine prochaine et on a choisi l'axe emblématique de l'avenue de la Liberté. Avant 1968, c'était le train, à la gare de Celleneuve, à la gare Chaptal. Et puis c'était l'ère pompidolienne, et là on a recouvert la voie de chemin de fer, c'était du temps du mandat de François DELMAS, mais c'était l'idée de l'époque. Et l'avenue de la Liberté, qui donc est un axe pénétrant important du point de vue automobile, le dimanche – pas en semaine mais le dimanche – on va s'y retrouver. Je remercie Barbara PASTRE de La Montpellier Reine, d'être la marraine de cette première édition. Il y aura un certain nombre d'animations – je dis bien animations, pas d'événements culturels en soi comme la Zone Artistique Temporaire (ZAT), on n'est pas encore là-dessus, peut-être que ça viendra, on est au travail avec Madame ROBIN sur le sujet. Ce sera sur l'avenue de la Liberté. Evidemment, nous n'impacterons pas trop les Montpelliérains et les Montpelliéraines, même les habitants de la Métropole, c'est un dimanche. Par contre, on va impacter ceux qui utilisent Waze et qui, au lieu de prendre l'axe du fameux rond-point de « chez Paulette » pour rejoindre l'A9, et qui arrivent de Clermont-Ferrand, d'habitude, ils empruntent l'avenue de la Liberté. Donc on va les renvoyer sur l'autre axe, et on va pouvoir regarder différemment cette avenue du carrefour des Anciens d'Indochine au 8 mai 1945, c'est-à-dire le pont qui surplombe l'avenue Clemenceau et l'avenue de Toulouse, qui s'appelle la place du 8 mai 1945 – et qui, en 2025, sera une station de tramway.

Juste pour terminer, en termes de calendrier, le 20 octobre prochain nous allons poursuivre la démarche de quartiers apaisés – j'aurais pu évoquer « *la rue aux écoles* » – de concertation, puisque le 20 octobre nous lançons la concertation sur le quartier Clemenceau-Rondelet, notamment en lien avec toutes les évolutions de la 5^e ligne de tramway. Puisque vous le savez, si la Métropole va financer l'infrastructure de tramway, nous allons participer par fonds de concours à l'amélioration de l'espace public autour du tramway, dans un certain nombre de lieux, comme dans le cadre de la place de la Voie Domitienne et dans ce secteur-là, quartiers apaisés.

Derniers points de concertation, ce soir, avec Madame DOMBE COSTE, nous ouvrons la concertation – nous l'avions annoncée au mois de mai et ça commence ce soir – « *École 2030* » avec l'ensemble des acteurs qui agissent autour de l'école, pour travailler sur notre périscolaire, le plan de végétalisation et pour bâtir ce qui deviendra le plan École 2030 que nous aurons l'occasion de présenter. C'est ce soir à 18 heures, sur l'école. C'est un petit peu dense, mais ça permet de fixer sur l'agenda un certain nombre de manifestations – et au demeurant Monsieur BOZONNET et Madame PAPA feront parvenir à l'ensemble des élus les moments un petit peu importants. On recevra sans doute le Maire de Heidelberg ici. Évidemment, tous les collègues sont les bienvenus, quelle que soit leur sensibilité. Certains ont joué un rôle – je vois Max LÉVITA – dans ce jumelage, et évidemment, vous êtes le bienvenu dans les différentes manifestations. Voici sur les informations.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 21 septembre 2021

Monsieur le Maire :

Sur l'ordre du jour, il y a deux questions qu'on traitera en fin de Conseil et qui ont été bien reçues et sur lesquelles évidemment on apportera des éclaircissements, des réponses. Il y a deux modifications : une modification d'ordre du jour sur une affaire que vous avez sur table ; et une autre qui a été modifiée sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) sur l'affaire n° 1 que vous avez sur table. Et vous avez reçu en envoi complémentaires l'affaire n° 48 et l'affaire n° 60. Je mets aux voix le nouveau projet d'ordre du jour. Madame DOULAIN, pardon.

Alenka DOULAIN :

Il y a un sujet qui est totalement absent à l'ordre du jour et que vous n'avez même pas mentionné dans vos propos liminaires, et qui pourtant mérite je crois l'attention de notre Conseil municipal : c'est évidemment l'expulsion de 250 Montpelliéraines et Montpelliérains...

Monsieur le Maire :

Madame, je vais le donner dans mon propos liminaire, je vous remercie, comme information, pour dire où nous en sommes.

Alenka DOULAIN :

D'accord. Je pense qu'il est important qu'on ait vraiment un vrai débat pour pouvoir...

Monsieur le Maire :

Madame, je vais donner des éléments là-dessus. Il n'y a pas d'affaire à l'ordre du jour sur ce sujet – d'ailleurs il y en aura bientôt. On est sur l'ordre du jour, mais je vais donner des informations complémentaires, comme j'en ai donné sur l'école.

Alenka DOULAIN :

Très bien. En tous les cas, je reviendrai dessus si vos propos ne sont pas clairs, parce que jusqu'à présent vous n'avez donné une réponse ni à la presse, ni aux associations. Je crois qu'il sera temps d'en donner durant ce Conseil.

Monsieur le Maire :

Madame DOULAIN, vous respectez – et je vous en remercie d'ailleurs – le règlement du Conseil, et je vais donner un certain nombre d'éléments. J'ai toujours dit ici que le bidonville et le squat ne pouvaient être la norme sur le territoire, et nous avons un nombre important de squats et de bidonvilles qui se sont installés sur le territoire communal. L'esprit qui a été le nôtre depuis le début, ça a été deux types d'actions. D'abord la signature du Plan pauvreté, qui a visé expressément une action autour de la question des bidonvilles – mais sur d'autres aspects. La deuxième action, c'est ce que nous avons dit : on ne règle pas ça d'un coup de baguette magique, et bien malin est celui qui instrumentalise ces détreffes-là. Nous avons ouvert sur le squat dit des Beaux-arts – qui était une situation qui perdurait depuis de nombreuses années – une méthode nouvelle, qui est celle qui est la nôtre, du tour de table avec l'ensemble des partenaires pour régler le problème. Le squat des Beaux-arts s'est terminé par ce qu'on appelle la méthode de l'habitat intercalaire. C'est là-dessus que nous travaillons, que nous entendons travailler et que nous allons poursuivre notre action sur ce sujet.

C'est d'ailleurs ce que j'ai indiqué à Monsieur le Préfet – qui est entré en fonction au mois d'août dernier – s'il souhaitait agir sur la question des bidonvilles, nous avons une méthode : la méthode de l'habitat intercalaire. Et s'il souhaitait accélérer, je m'en réjouis. Parce que celui de Celleneuve, il est là depuis neuf ans : c'est l'exaspération des riverains, ce sont des conditions peu dignes. Et au début, dans les discussions d'un opérateur qui avait été retenu par l'État, on disait « *on réglera ça en deux ans* ». Non. Si on veut accélérer, accélérons sur cette méthode-là.

Aujourd'hui nous sommes sur un calendrier pour que le prochain bidonville qui soit traité sur la méthode de l'intercalaire soit celui de Celleneuve. Nous nous sommes dit ça mercredi dernier, parce qu'effectivement on ne peut pas procéder par des expulsions comme cela. Parce que, qu'est ce qui se passe ? Nous aujourd'hui on se retrouve avec des personnes qui sont dans les rues, et nous sommes d'ailleurs en train de nous occuper du relogement d'une centaine de familles. Je salue Michel CALVO d'ACM. On est en train d'essayer de trouver des lieux d'intercalaires avec des opérateurs privés avec lesquels nous discutons pour essayer de trouver des solutions. Hier matin, j'avais rendez-vous avec Madame la Rectrice en personne pour faire un point sur la question de la scolarisation d'un certain nombre d'enfants. Nous, on est mobilisés là-dessus, on a reçu un certain nombre d'associations sur le sujet jeudi dernier, et la position qui est celle de la municipalité, celle que nous conduisons, c'est : un, les bidonvilles et les squats ne sont pas la norme ; deux, il faut agir sur ces sujets, parce qu'il y a des bidonvilles et des squats qui tombent sous l'emprise de réseaux et cela commande à l'égard de ceux qui font ça la plus grande fermeté, et j'ai été très clair avec les associations. Il y a des lieux où on a eu des histoires qui sont quand même extrêmement inquiétantes, des gens qui ont été condamnés plein de fois par la justice, et sur lesquels il ne faut pas fléchir. Je le dis très clairement et je pense que tout le monde comprend ce propos : ne pas fléchir. Nous allons poursuivre cela, sur la méthode du squat des Beaux-arts.

Aujourd'hui, il y a un phénomène qui nous inquiète. Il y a beaucoup d'incendies, et donc ces populations en situation vulnérable, visiblement, certains leur veulent du mal. J'en veux pour preuve : j'étais avec Madame DUFOIX sur l'incendie du Zénith 2, et il y a eu un premier incendie dans le camp et un autre à 800 mètres, et quand on a interrogé les pompiers, ils nous l'ont dit, c'étaient les deux seuls feux qui s'étaient déclenchés dans le département de l'Hérault ce jour-là. Donc il y a un sujet. Aujourd'hui, les équipes du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), le Directeur de Cabinet, moi-même, on suit ça pour essayer d'accompagner au relogement les gens qui se retrouvent partout. Parce que d'ailleurs, l'enjeu, ce n'est pas de reconstituer un autre endroit où on se retrouverait

sur une situation de bidonville. Voilà sur quoi nous travaillons. Les associations ont été reçues.

Je vous propose de passer aux voix l'ordre du jour. Qui est contre le nouvel ordre du jour ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 63

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 26 juillet 2021

Monsieur le Maire :

Adoption du procès-verbal, pardon, de la séance publique précédente. Est-ce qu'il y a des remarques ? Est-ce qu'il y a des oppositions, des refus de prendre part au vote, des abstentions ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 26 juillet 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 63

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Le Conseil prend acte de ces décisions.

Affaire complémentaire - Commémoration de l'assassinat de Samuel Paty - Nouvelle dénomination du groupe scolaire de la ZAC Restanque : « Lucie Aubrac - Samuel Paty » - Soutien au lancement du prix Samuel Paty – Approbation – Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire complémentaire. Je vous propose que le que le Conseil municipal dénomme le futur groupe scolaire qui se construit dans la ZAC de la Restanque qui sera inauguré en 2022 du nom de deux personnes, Samuel PATY et Lucie AUBRAC, résistante, de dénommer l'école maternelle Lucie-Aubrac, et l'école primaire Samuel-Paty. Au demeurant, dans la délibération, une subvention attribuée à l'association des professeurs d'histoire-géographie pour un prix Samuel-Paty, qui accompagne les projets pédagogiques sur lesquels les élèves de Montpellier seront invités à travailler sous forme de concours.

Y a-t-il des demandes de prise de parole sur cette affaire ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Je suis désolée de revenir sur la question des bidonvilles, mais je considère que c'est un sujet qui est assez important. J'ai juste trois questions très précises et après je viendrai rapidement sur cette affaire...

Monsieur le Maire :

Madame DOULAIN, je vous invite à rester sur l'ordre du jour de l'affaire. D'ailleurs, il y a d'autres moments où vous pourrez vous exprimer sur le sujet, puisqu'il y a une subvention...

Alenka DOULAIN :

C'est prévu.

Monsieur le Maire :

... aux associations. Je vous invite à vous exprimer sur l'affaire. J'ai apporté un certain nombre d'informations sur le sujet...

Alenka DOULAIN :

Qui ne répondent pas aux questions, mais très bien. J'y reviendrai tout à l'heure. Donc sur cette affaire de la nouvelle ligne Montpellier-Perpignan...

Monsieur le Maire :

Madame DOULAIN, là c'est sur la dénomination Lucie-Aubrac, Samuel-Paty.

Alenka DOULAIN :

D'accord. Ce n'était pas indiqué pareil.

Monsieur le Maire :

Vous n'avez rien à dire là-dessus ?

Alenka DOULAIN :

Non.

Monsieur le Maire :

Je vous en remercie. Je vous propose de mettre aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Je vous remercie beaucoup de cette unanimité, qui a une force symbolique évidemment extrêmement forte et qui nous permettra de 16 octobre, le jour du premier anniversaire de l'assassinat de Samuel PATY par un fanatique, de pouvoir saluer sa mémoire comme il se doit.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

1. Aménagement durable du territoire - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative à la phase 1 du projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Phase de Consultation Inter-Services – Avis

Monsieur le Maire :

Affaire relative à la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP). On trouvera cette affaire également au Conseil de Métropole. C'est la préparation de la DUP. Suite à l'engagement – je veux l'en remercier – de Carole DELGA sur ce dossier, où nous étions, toutes les collectivités territoriales, concernées, que ce soit les départements, que ce soit les villes, les métropoles, les intercos, pour que le tronçon à grande vitesse Montpellier-Perpignan se réalise. Vous vous souvenez tous des inondations qui, pendant 15 jours ou trois semaines, il y a deux ans de cela, avaient bloqué le trafic ferroviaire : le sillon actuel est très vulnérable. C'est l'un des plus fréquentés d'Europe et il y a des enjeux stratégiques sur ce sillon à deux niveaux. Le premier, c'est de pouvoir faire passer le fret et soutenir l'activité de fret pour désengorger les autoroutes du flot continu de camions. D'ailleurs la ligne de fret Perpignan-Rungis va être remise en service et il faut espérer que demain, avec cette nouvelle voie, ça soit l'évidence même. Et puis permettre de libérer des sillons pour cadencer ce qu'on appelle le TER du littoral, pour que les liaisons Béziers-Sète-Montpellier et d'autres communes puissent être efficaces, tous les quarts d'heure, toutes les 10 minutes. C'est le projet que nous dénommons « *TER du littoral* ». Pour Montpellier Méditerranée Métropole, pour la Ville de Montpellier, bien sûr il y a l'enjeu d'être connecté avec Barcelone et le réseau à grande vitesse espagnol, l'enjeu avec cette nouvelle voie c'est d'améliorer le fret et les déplacements du quotidien, en particulier sur l'Ouest de la Métropole dont on sait qu'elle est congestionnée.

Comment va se passer la mise en œuvre de cette DUP ? C'est là où il faut avoir le cœur accroché. Nous allons d'abord nous engager autour de Montpellier-Béziers pour une première phase de travaux, et dans un second temps Béziers-Perpignan. Le calendrier donne le vertige puisque le début des travaux est annoncé, après acquisition foncière, à l'horizon 2029 sur Montpellier-Béziers, et celui de Béziers-Perpignan à l'horizon 2040. J'espère – en tout cas la parole de l'État semble plus volontaire que ce qu'elle a pu être parfois – qu'il s'engagera, avec une mise en service de Montpellier-Perpignan à grande vitesse. Voilà comment se positionne cette DUP, sur laquelle nous devons donner un avis. Peut-être, enfin, qu'on rentre dans la phase opérationnelle, parce que combien de déclarations ont été signées, de vœux délibérés dans ce Conseil sur ce sujet ? Le Premier ministre Jean CASTEX a indiqué très clairement qu'il souhaitait lancer la procédure d'enquête publique avant la fin de l'année, ce qui serait extrêmement important.

Pour être totalement transparent, la Métropole sera invitée à partir de 2029 à participer au financement, dans une grille qui vous sera présentée en Conseil de Métropole, dans une société de projet comme le prévoit la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM). Le premier financeur est l'État, puis la Région, le Département de l'Hérault qui a accepté d'être au financement, c'est un point très important, et ensuite la Métropole. Cette grille sera présentée. A partir de 2029 nous serons partie prenante de ce financement et nous le proposerons au Conseil de Métropole, car il y a un enjeu pour pouvoir développer, soutenir les mobilités du quotidien. Quand on lit sur les réseaux sociaux « *le TER en provenance de Sète est encore en retard* », c'est une réalité qui est très difficile.

Je propose donc d'ouvrir le débat là-dessus. Madame MANTION, Madame DOULAIN.

Coralie MANTION :

Intervention hors micro, à la suite d'un problème technique.

Monsieur le Maire :

Tu dois être enregistrée. Je suis désolé.

Coralie MANTION :

Voilà, c'est bon. Trente ans que la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan est dans les cartons. Trente ans que nous attendons cette ligne pour développer les transports décarbonés. Mais cette impatience ne doit pas nous amener à soutenir ce projet les yeux fermés. Ce projet tel qu'il est proposé actuellement n'est pas mixte TGV-fret de bout en bout, ce qui est une aberration écologique et financière à long terme. Les trains de marchandises devront, entre Béziers et Perpignan, prendre la ligne historique proche de la côte méditerranéenne, une ligne exposée aux inondations, phénomène qui se multipliera avec le réchauffement climatique. Pour rappel, en octobre 2019, sous l'effet d'une submersion marine, ce tronçon a été coupé pendant trois semaines. Trois semaines où les trains entre la France et l'Espagne n'ont pu circuler via l'arc méditerranéen. À long terme, cette ligne est condamnée par la montée des eaux.

Autre problème : le manque d'embranchements, notamment à Narbonne et Béziers, qui empêche la desserte des gares centrales. Nous avons un contre-exemple à Montpellier avec le raccordement à Saint-Brès qui n'a pas été fait, qui empêche les correspondances TGV-TER pour les voyageurs, une rupture de charge trop importante. Ne recommençons pas cette erreur. Il est important de multiplier les aiguillages pour que les trains puissent passer facilement d'une ligne à l'autre et accéder aux gares centrales. Il est donc primordial de revoir la phase 2 du projet pour une ligne mixte voyageurs-marchandises sur la totalité du tracé et rapidement, car l'urgence climatique n'attend pas.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame MANTION. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Merci, Monsieur le Maire. Très rapidement, parce que je me suis déjà exprimée sur ce sujet et sur le calendrier. Je vais à nouveau m'abstenir sur cette DUP, parce que vous le savez, ça a été dit, l'ensemble des collectivités sur la LNMP sont engagées sur la totalité du parcours et il y a deux problématiques. La première, qui a été évoquée par Madame MANTION, effectivement, sur le fait qu'il n'y a pas de fret prévu tout du long, et concrètement ça veut dire des camions qui vont transiter encore évidemment dans notre Métropole et notre département. Le deuxième sujet, vous le savez : ce sont les deux gares nouvelles prévues en rase campagne à Béziers et Narbonne, qui posent aussi évidemment question sur cette phase 2.

Du coup ma question, elle est extrêmement simple, Monsieur le Maire, soutenez-vous la phase 2 telle qu'elle est aujourd'hui, ou allez-vous prendre position pour revoir la deuxième phase de la LNMP ? C'est sûrement ce que vont faire d'autres collectivités prochainement. Quelle est votre position là-dessus ? Merci pour ces éléments.

Monsieur le Maire :

Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN :

Merci, Monsieur le Maire. J'avais qualifié cette ligne, la dernière fois qu'on en a parlé, d'arlésienne. Ça fait trois décennies qu'on en entend parler. Les échéances ont été données : 2029 jusqu'à Béziers, 2040 pour le reste de la ligne, ce sont effectivement des échéances qu'on qualifiait il y a deux minutes de vertigineuses.

C'est pourtant quelque chose d'une importance absolument cruciale. D'abord, effectivement, pour sécuriser en quelque sorte les transports, parce qu'on voit bien que dès qu'il y a un incident climatique ou technique sur une ligne, on a besoin de pouvoir voyager, et doubler la ligne est une nécessité absolue. Mais au-delà, sur le plan écologique, il a effectivement un enjeu. On voit bien que la mobilisation, des fois, ça fonctionne. Ce qu'on appelait « *la ligne primeur* », de Saint-Charles à Perpignan, jusqu'à Rungis, a été interrompue pendant deux ans pour être remplacée par des camions, et sous l'effet de la mobilisation, la ligne va enfin reprendre au mois d'octobre. Je pense qu'il faut une mobilisation de l'ensemble des collectivités concernées sur le trajet de cette ligne-là, de façon effectivement à être extrêmement exigeant sur la question du fret. Il y a de plus un enjeu économique pour Montpellier. Parce que, couplé au port de Sète, il y a un enjeu économique extrêmement intéressant à développer une ligne de fret au droit de notre territoire.

Mais au-delà, l'État montre son incapacité à gérer la question climatique, c'est-à-dire qu'il est très prompt à demander aux travailleurs de laisser tomber leur petite auto ou leur petite moto pour se rendre au travail, mais les camions qui traversent notre territoire, notre Métropole et notre Ville sur l'autoroute A9, l'État n'est absolument pas gêné par ce fait-là. Non seulement il n'agit pas, mais au travers de la filiale de la SNCF Geodis – Geodis est la filiale camions de la SNCF – il a fixé des objectifs à Geodis d'augmenter son trafic de 20 % par an. Le fret en France est passé sous la barre des 10 % sur le train, au profit bien évidemment du camion.

Il y a un enjeu de mobilisation, et je crois que, au lieu de s'offusquer sur le fait qu'on puisse mettre des gares sur une ligne de train – ce qui me paraît le minimum – je pense que nous devrions rassembler nos forces de façon à exiger que le fret se développe sur cette nouvelle ligne. J'irai même au-delà, que l'on puisse faire comme c'est fait dans d'autres pays – la Suisse le fait – faire en sorte que tout ce fret de transit qui arrive d'Espagne pour aller vers l'Italie ou vers l'Europe du Nord soit déposé obligatoirement sur des trains avant de traverser notre territoire. On ne peut pas demander des efforts aux travailleurs pauvres de nos territoires et laisser le lobby des transporteurs routiers, laissez le lobby des entreprises qui confondent zéro stock et zéro déchet, laisser ces lobbys-là à l'action pour polluer nos territoires. Rassemblons nos forces de façon à favoriser le fret, et même à rendre le fret obligatoire pour le transit sur notre territoire.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur MARTIN. Plusieurs points. D'abord, le calendrier : la priorité absolue pour nous, c'est Montpellier-Béziers, parce que c'est le fret, parce que c'est le TER du littoral. Déjà celui-là. Deuxième aspect : la position de la Présidente de Région, qui a joué je le dis un rôle déterminant sur ce dossier, déterminant, avec le Préfet Étienne GUYOT, d'éviter de prendre en charge la construction de nouvelles gares et de travailler sur les gares existantes.

Qu'il me soit permis de dire une chose, un peu fortement – je ne sais pas si je serai entendu. Franchement, la dernière fois qu'un sommet s'est tenu à Montpellier – le prochain c'est le sommet Afrique-France – la dernière fois que nous avons eu un sommet, un lieu où le chef de l'État est présent, c'était en 1986 entre le Président MITTERRAND et Felipe GONZÁLEZ. Ils étaient au Domaine d'O, dans le cadre du festival Folies d'O et ils ont signé le protocole d'engagements pour construire la ligne à grande vitesse entre Paris et Madrid. Deux chefs d'État profondément habités par l'idéal européen, l'Espagne sortant du franquisme, adhérant aux valeurs démocratiques avec Felipe GONZÁLEZ et François MITTERRAND, dont l'engagement européen fut déterminant. Ils signent ce protocole d'accord. Nos amis espagnols ont fait leur part du travail, Madrid-Perpignan, depuis maintenant près d'une dizaine d'années. Ils ont porté les investissements, conduit le développement de leur ligne à grande vitesse. Les débats sur le fret, les débats sur les migrations pendulaires sur les deux grandes aires urbaines que sont Madrid et Barcelone, sont bien moins criants que chez nous. Nous, on a fait Paris-Lyon, Lyon-Valence, Valence-Montpellier. La parole du Président de la République française François MITTERRAND et du Premier ministre espagnol en 1986, nous sommes aujourd'hui en

2021, et dans le meilleur des calendriers, on ne sera honoré en 2040. 66 ans, quasiment une vie pour pouvoir réaliser cette infrastructure.

Là, il a fallu la détermination, l'opiniâtreté de beaucoup d'acteurs – ça a été rappelé par mon collègue Hervé MARTIN – pour qu'on rouvre ce dossier. Madame MANTION a rappelé à juste titre la grande vulnérabilité d'une partie de la ligne, Monsieur MARTIN également. Je nous invite collectivement à nous interroger sur notre société et la capacité à faire, parce que combien de fois on a annoncé « ça va sortir », « ça se met en œuvre », et finalement, bec dans l'eau. La question climatique, la question de l'urgence, si on pouvait avoir des procédures accélérées pour Montpellier-Béziers, ce serait une bonne nouvelle. Parce que dans le meilleur des cas, Montpellier-Béziers, ce sera en 2032. Ça veut dire des gens congestionnés, ça veut donc dire encore des TER en retard, encore des vulnérabilités sur la sécurité des voyageurs.

Alors je me réjouis qu'on passe en phase DUP. J'espère que la parole de tous sera constante pour qu'on ne perde pas une minute sur ce dossier-là qui, pour notre Métropole, est stratégique, non pas tant pour la grande vitesse, mais pour permettre aux TER et au trafic fret d'être transférés sur l'autre voie et donc de libérer des sillons.

Je vous propose de mettre aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

2. Aménagement durable du territoire - Quartier Croix d'Argent - Changement de nom de la ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) en ZAC du « Quartier de la Cité créative » - Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire n° 3. C'est la dénomination du quartier de l'EAI en « quartier de la Cité créative », c'est-à-dire autour des Industries Culturelles et Créatives (ICC). Nous allons bien sûr avoir des lieux qui rappellent la mémoire de nos soldats qui se sont formés à l'école d'infanterie. Mais voilà le nom que nous lui proposons. Est-ce qu'il y a des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOSSI, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL.

3. Aménagement durable du territoire - Montpellier Ville Nature - Barème d'évaluation de la valeur financière des arbres – Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire n° 4. Monsieur JOUAULT.

Stéphane JOUAULT :

Merci, Monsieur le Maire. Après l'édition de la charte de l'arbre, après la création du comité de l'arbre, nous proposons aujourd'hui par cette délibération d'adopter un nouveau barème de l'arbre. Avec le concours de plusieurs collectivités, dont Montpellier, celui-ci a été élaboré par plusieurs organismes, notamment Plante & Cité, dont la Ville est administratrice. Il s'agit ici d'attribuer une

valeur financière à tout dommage au patrimoine arboré du domaine public. En effet, si comme toute forme de vie l'arbre n'a pas de prix, sa dégradation doit avoir un coût. Ce barème en remplace un autre en mettant en avant de nouveaux critères tels que par exemple la biodiversité induite par la présence de tel ou tel arbre dans un lieu donné.

La première conséquence de ce nouveau barème est simple et claire. Elle va multiplier par deux en moyenne la valeur financière d'une dégradation. Je vous conseille d'aller voir sur le site baremedelarbre.fr et vous pourrez essayer d'évaluer l'arbre du coin de la rue avec les différents critères, et ça permet tout de suite d'avoir un tarif.

Je voudrais continuer sur autre chose. J'aurai bientôt l'occasion de vous présenter un autre barème de l'arbre, qui est travaillé en comité arbre. Celui-ci n'a pas pour objectif de déterminer une valeur financière, mais cherche à réfléchir la compensation en cas d'abattage d'un arbre sur le domaine public ou privé, et cette compensation en fait est réfléchie en termes de biodiversité. Il faut sortir de cette idée que, quand on abat un arbre, on en replante deux. Ça n'a aucun sens. L'idée, c'est d'évaluer à chaque fois la présence de l'arbre dans un milieu, son essence, sa taille, etc., pour voir quelle faune par exemple il peut abriter, pour voir quel rafraîchissement il peut générer. Ce nouveau barème sera finalisé prochainement et servira au comité arbre à préconiser des compensations au cas où, dans un projet, on ne peut pas faire autrement que d'abattre un arbre – parce que malheureusement ça arrive parfois.

J'en profite également pour évoquer un autre sujet. Comme vous le savez peut-être, nous connaissons quelques difficultés à Montpellier sur le patrimoine arboré, notamment liées au chancre coloré du platane. Les cas de chancre coloré du platane se multiplient sur différents sites à Montpellier, et notamment, vous le savez sans doute, sur le boulevard Henri IV. Ce qu'il faut savoir, c'est que nous n'avons pas de traitement curatif pour le chancre coloré. Malheureusement, la seule solution c'est l'abattage de tous les arbres dans un rayon de 30 à 50 mètres selon les situations, et ce n'est pas la Ville qui décide, c'est la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) qui nous impose ce choix. Ce choix est justifié parce qu'il faut éviter la diffusion de ce chancre, et si on n'abat pas, ce chancre va se diffuser à tout le patrimoine de platanes de Montpellier. Nous avons ici une grosse inquiétude et nous restons vigilants, mais les temps sont un peu difficiles.

Les temps sont aussi difficiles liés au dérèglement climatique. On a eu les grosses chutes de neige en 2018, on a eu la grosse vague de chaleur en 2019, et cet été encore on a eu une vague importante de sécheresse. Il faut savoir que fin juillet, sur Montpellier, il était tombé seulement 250 mm d'eau, ce qui veut dire de 250 litres par mètre carré, et si on compare à ce que consomme un micocoulier chaque jour, on comprend très vite que ce n'est quasiment rien. Un micocoulier de bonne taille consomme 200 litres d'eau par jour, et là il est tombé 250 litres d'eau par mètre carré, en plus de six mois. On comprend assez facilement que le patrimoine arboré de Montpellier souffre.

Alors face à ces difficultés, évidemment, nous travaillons, nous réfléchissons et nous commençons à construire des solutions. Nous avons deux solutions. La première solution, c'est la diversification. C'est-à-dire que nous devons arrêter de planter toujours les mêmes arbres toujours aux mêmes endroits sur la Ville de Montpellier. C'est tout simplement trop risqué. Si une essence pose problème, c'est toute une partie de la Ville qui est concernée par cette difficulté. Mais pour diversifier, il faut aussi expérimenter. Nous expérimentons de nouvelles essences, issues d'autres régions du monde avec un climat méditerranéen, avec pour objectif de faire des essais et tout simplement de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, pour garantir l'avenir de Montpellier. Nous avançons. Nous avons un patrimoine qui est en mutation, mais un patrimoine qui va évoluer je l'espère positivement dans les années qui viennent. Merci.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Monsieur JOUAULT, pour ce propos très complet. Est-ce que sur cette délibération il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, chers collègues. Merci pour ces quelques éléments d'actualité. On nous propose aujourd'hui un nouveau barème pour qualifier les arbres de notre ville. Pour résumer, vous l'avez dit,

il s'agit de donner une valeur financière à chaque arbre. C'est ce qu'on appelle le courant de « *la monétarisation de la nature* », qui consiste à penser qu'on va globalement tout régler en donnant une valeur monétaire à la nature, et cette logique-là montre tous les jours ses limites. Bien sûr, elle plaît aux tenants du néolibéralisme, bien sûr elle est beaucoup appliquée au niveau de l'Union Européenne parce qu'on raffole de ce type de dispositif où on considère que pour gérer de manière efficace nos ressources, il suffit tout simplement d'y mettre des mécanismes de marché et donc d'attribution d'un prix.

Nous pensons pourtant qu'inclure ce barème aux outils de nos services pose un débat politique pour notre collectivité, car c'est bien ce système où tout a un prix, où tout se vend et s'achète qui met à mal aujourd'hui la biodiversité. Ceux qui peuvent du coup se permettre de payer pour polluer, pour compenser, ne change finalement pas leurs pratiques. Là où il faudrait une rupture, vous nous proposez finalement une écologie d'accompagnement.

Vous présentez même ce barème comme « *un outil de sensibilisation à destination des élus* ». Nous espérons que vous n'avez pas besoin d'un tel langage bancaire pour appréhender toute la richesse du vivant. Plutôt qu'un nouveau barème, on souhaiterait avoir une véritable vision d'un promoteur immobilier et son flot de poids-lourds qui a brisé les branches et tassé le sol. Face aux dégâts d'un permis de construire délivré – en seulement vingt jours d'ailleurs – une mobilisation citoyenne a émergé, dénonçant cette recherche immédiate de profits au mépris de la vie d'un chêne qui arbore aujourd'hui le label national d'arbres remarquables. La Ville de Montpellier à ce moment-là et son comité arbre sont restés quand même globalement muets, au motif que l'arbre n'était pas situé sur la commune, situation qui était quand même globalement incompréhensible vue du terrain, puisque le maire de Castelnau-le-Lez, en tant que Vice-Président en charge de la voirie et de l'espace public et membre de ce dit comité, ne partage visiblement pas les objectifs. Si on prend très concrètement cet arbre en exemple : on a testé ce barème financier dont il est aujourd'hui question, et il s'avère que pour ce chêne ce sont environ 7 200 euros. Autrement dit, pas grand-chose au regard des profits et de l'opération immobilière prévue sur ce site. D'ailleurs le promoteur ne s'y était pas trompé, car avant que la mobilisation n'ait eu lieu, il avait sollicité les propriétaires en leur disant qu'il pouvait tout simplement les indemniser pour pouvoir bétonner en toute quiétude ; mais pour les propriétaires, évidemment, il n'en était pas question, parce que la question n'était pas monétaire. On réclame aujourd'hui la mise en place d'un comité arbre à l'échelle de la Métropole, là où les enjeux sont forts. Un comité qui pourrait par exemple être majoritairement composé d'associatifs qui seraient à même de se positionner et de ne plus laisser les citoyens seuls face aux forces de l'argent. Merci pour vos réponses sur cette proposition.

Monsieur le Maire :

Monsieur JOUAULT, quelques éléments de réponse à Madame DOULAIN.

Stéphane JOUAULT :

Oui, merci. Je voulais répondre plusieurs choses. D'abord je me suis rendu sur place, à Castelnau-le-Lez, au pied du chêne, publiquement, et j'ai fait une déclaration. Donc ce que vous dites est faux.

La deuxième chose, c'est que, je suis bien d'accord avec vous, il ne faut pas financiariser les arbres. Simplement, quand un arbre est endommagé sur le domaine public à la suite de travaux, que fait-on ? On dit que c'est gratuit parce qu'il ne faut pas financiariser ? Ça concerne le domaine public et les atteintes aux arbres notamment sur des chantiers, donc forcément il faut un tarif. Voilà.

Monsieur le Maire :

Je voudrais compléter, et d'abord remercier Monsieur JOUAULT pour son travail et le propos qu'il a tenu, parce que c'est un sujet majeur, la question de la nature en ville, notre patrimoine végétal, celui qui a été positionné pour embellir la ville. Ce qui nous préoccupe beaucoup aujourd'hui, c'est le chancre coloré, parce qu'il y a un enjeu de sécurité et de diffusion. Sécurité : quand un arbre tombe sur quelqu'un, il y a un préjudice. C'est ce qui s'est passé au Peyrou l'année dernière, avec un enfant qui s'est retrouvé hospitalisé. On suit ça de très près, il y a un dialogue avec les associations. Je suis pour l'augmentation du prix du carbone. Par exemple, je pense que là c'est un vrai sujet, je ne suis pas pour laisser le n'importe quoi continuer et c'est un des leviers pour la transition.

D'autre part, nos arbres, ils ont un statut juridique d'Espaces Boisés Classés (EBC) pour certains dans la ville. Quand un EBC est détruit, c'est la police de l'urbanisme qui intervient, et c'est du pénal. Madame FAYE suit ça. C'est du pénal. D'ailleurs dans la révision du PLUI qui aboutira fin 2023, un certain nombre d'espaces, d'arbres, vont être classés en EBC pour bien veiller à ce qu'ils puissent être sanctuarisés.

Enfin, et Monsieur JOUAULT a été extrêmement clair, c'est vrai que quand un chantier est mal conduit, que sur un arbre qui n'est pas classé, parce que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) date de 2006, parce que d'autres ne l'avaient pas identifié, parce qu'il n'existait pas peut-être à l'époque, il peut être malmené. Alors soit on ne fait rien, soit on fait payer, parce qu'on a dégradé comme on peut dégrader un sol, une vitrine ou un arbre. Voilà ce que Monsieur JOUAULT propose. Le mieux, c'est de dire « *ne dégradez pas le patrimoine végétal, soyez attentif* ». Mais quand ça arrive, il faut pouvoir mettre à l'amende.

Je ne suis pas sûr que le débat soit sur une querelle des économistes, entre le libéralisme, le marxisme et Keynes. Par contre, ce qui est sûr c'est que ce qui est délictueux, ce qui est un préjudice doit faire l'objet d'une réparation, d'une sanction. Il ne peut pas y avoir – comme un trottoir ne peut pas être occupé sans laisser un cheminement piéton, cyclable, lors de travaux, nous aurons l'occasion d'en parler – une destruction d'un arbre en disant ce n'est qu'un arbre. Non, il y a un tarif, il y a une amende.

Quant à la question du chêne, j'avais eu l'occasion de vous répondre et de vous communiquer le courrier qui a été adressé au promoteur, qui n'a pas honoré ses engagements de protéger son système racinaire. Ce qui s'est passé là n'est pas responsable. Après, Monsieur JOUAULT a cette compétence-là et dans le cadre de la commune de Montpellier. Mais à l'échelle de la Métropole, nous sommes intervenus, nous avons reçu les personnes concernées qui, à juste titre, ont rappelé l'importance de ce chêne multiséculaire – on ne peut plus dire centenaire. Et les engagements qui avaient été pris de protéger notamment les branches quand un camion est passé n'ont pas été tenus. Nous avons eu un courrier qui a été extrêmement direct sur ce sujet. Monsieur JOUAULT est allé sur place pour poser les choses.

Ce qui nous attend, c'est surtout le plan 50 000 arbres en cours sur la Ville – d'ailleurs au mois de novembre on va commencer à travailler. C'est la désimperméabilisation de sols dans un certain nombre d'endroits pour pouvoir planter des arbres et maîtriser le risque inondation, car s'il a peu plu, les épisodes cévenols nous obligent toujours à nous adapter. J'ose espérer que cette mécanique d'amendes pour ceux qui détruisent le patrimoine végétal requerra le soutien de tous et de toutes.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Quasi-unanimité. Merci à tous ceux qui ont voté cela.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**4. Rayonnement et attractivité du territoire - Epidémie de Covid-19 - Prolongation de la durée des conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire -
Approbation - Autorisation de signature**

Mme JANNIN sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 4. C'est pour un certain nombre de conventions d'occupation liées à la Covid-19, où il n'y a pas eu d'activités. Y a-t-il des questions ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Je vais profiter de cette affaire, où il est question de prolonger les droits d'occupation, pour revenir sur le règlement des terrasses, que nous avons – enfin que vous avez – voté en juillet. J'étais intervenue à cette occasion, et je le redis avec encore plus de fermeté aujourd'hui : nos restaurateurs et nos quartiers sont vent debout contre ce règlement qui, en plus d'être une menace pour leur viabilité économique, est évidemment une menace pour l'identité de notre ville. Je le redis parce qu'il y a eu des débats par presse interposée. Vous mentez lorsque vous dites que la disposition limitant strictement le nombre de places assises à l'extérieur de l'établissement au nombre de places assises à l'intérieur était présente en ces termes dans le règlement de 2012. Cette question était même totalement absente de la charte sur les terrasses qui clarifiait l'interprétation de ce règlement. D'ailleurs on sera tous d'accord pour dire que la jurisprudence sur l'application du règlement par la Ville n'est jamais allée dans ce sens. Vous mentez également lorsque vous dites que ce nouveau règlement a été élaboré en concertation avec les professionnels du secteur : ils ne l'ont jamais été et ils attendent d'ailleurs toujours de vous rencontrer.

Alors, c'est bien joli les beaux discours sur l'esthétique de la ville et de se questionner sur la couleur des parasols. Mais je rappelle qu'il est ici question de femmes et d'hommes qui doivent rembourser des crédits, payer des salaires, et qui seront pour partie ruinés s'ils revendaient aujourd'hui leurs établissements avec des terrasses drastiquement réduites. Donc je reformule ma demande d'abroger le règlement le plus tôt possible – ça aurait été bien lors de ce Conseil, mais ça peut être lors du prochain Conseil – et ainsi de mener un débat apaisé et concerté sur le règlement des terrasses. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire :

Madame DOULAIN, vous portez des accusations. Souvent vous dites d'ailleurs qu'on ne vous laisse pas vous exprimer. Vous étiez la seule dont le micro fonctionnait, vous vous êtes exprimée. Il faut être très calme. Est-ce que nos restaurateurs sont à l'épreuve ? Est-ce que les terrasses ont disparu dans la Ville de Montpellier ?

Alenka DOULAIN :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Non mais, Madame DOULAIN, je pose la question. D'ailleurs, un effort très important a été fait par exemple sur la place des Beaux-Arts où nous avons redéfini le périmètre d'espace public. Devant l'école Chaptal-Jeanne-d'Arc, la rue a été fermée pour la sécurité des enfants, mais va permettre à un lieu que nous affectionnons, *la Cigale*, de pouvoir, aux beaux jours venus, étendre sa terrasse, qui avait connu un fort préjudice parce qu'un arbre était tombé. C'était Monsieur DE VERBIZIER à l'époque qui s'en était occupé. Il avait très bien géré cette situation, ça n'avait pas été simple. Est-ce que, sur la place de la Comédie, les terrasses ont disparu ? Est-ce que sur l'Esplanade, les terrasses ont disparu ? Il y a par contre certains endroits – et j'en remercie l'ensemble des services et la police municipale – où il faut rappeler la règle : les terrasses ne doivent pas envahir tout le domaine public, pour laisser les piétons circuler, les cycles à vitesse modérée, notamment les vélos, les trottinettes, et surtout les forces de secours. Ce sont ces efforts que nous rappelons.

Ensuite, on nous dit, je vous cite, que « *des gens seraient au bord de la détresse* », etc. Nous avons fait l'exonération jusqu'au 30 juin – et c'était normal, il le fallait. Aujourd'hui, que nous disent les professionnels ? Qu'ils n'arrivent pas à recruter. Ça veut donc dire qu'ils ont de l'activité. Nous aurons l'occasion de parler des résultats de la saison touristique à Montpellier, mais les premiers indicateurs nous disent que, du point de vue de l'hôtellerie – donc de l'attractivité du territoire – nous avons les meilleurs chiffres depuis 2015. C'était sans doute lié au fait qu'une partie des frontières étaient fermées et qu'une partie de nos compatriotes ou de nos amis belges et allemands sont venus à Montpellier. Sans doute est-ce lié au fait qu'on ait fait le choix, coûte que coûte, au musée, d'avoir l'expo d'été. Et nous avons actuellement 40 congrès en cours au Corum. Et tous les restaurateurs le disent : « *Bon, il faut qu'on se mette tous un peu à l'anglais, parce qu'on sent – moi le premier – qu'il y a quelque chose.* »

Je sais bien que l'opposition doit trouver des choses – je mesure bien – mais très honnêtement, à

moins que vous ne souhaitiez pas que nous engagions, par exemple, sur l'interdiction des dispositifs chauffants l'hiver, nous on souhaite les faire disparaître. Oui, c'est important, l'esthétique, dans une ville. Si jamais des fois on observe qu'on bâche l'espace public, qu'on met la terrasse de manière définitive, ça ce n'est pas possible.

D'ailleurs j'en profite : dans certaines activités commerçantes dans la ville ou de petite restauration, parfois il y a des gens qui viennent en voiture, qui se garent sur la piste cyclable. Que faisons-nous avec ces commerçants ? C'est Monsieur COTE qui suit ça. On invite le restaurateur à venir discuter en mairie pour lui rappeler dans un premier temps la réglementation, pour éviter que ça se reproduise. Et on l'a fait sur les restaurateurs sur le bassin Jacques Cœur.

Ensuite, le règlement des terrasses à Montpellier, il est dans une typographie de machine à écrire. Et donc il y a un moment où on peut, comme différents règlements, le réinterroger. Mais pour nous il est très clair qu'on souhaite que l'espace public puisse aussi être un lieu d'activités, de restauration, d'apéros, de convivialité, de petits cafés. C'est d'ailleurs pour ça que Madame FRÊCHE et Monsieur REYNAUD vont avoir un gros boulot sur la logistique urbaine, parce qu'on a beaucoup de camions très importants qui, jusqu'à midi-13 heures, sont dans la ville, et déprécient l'idée que, sur la place de la Comédie, c'est à cet endroit qu'on pourrait se donner rendez-vous.

Je crois que vous avez parlé de la détresse des restaurateurs, des cafetiers. De leur détresse. Ce sont ces mots vous avez employés, qu'on est en train de les égorger quasiment...

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, raison garder. Vous changez un règlement et vous me dites « *je ne vais pas l'appliquer* ». Moi, qu'est-ce que vous voulez que je comprenne ? Vous faites des chartes qui ne servent à rien, vous faites des règlements qui ne servent à rien. Est-ce qu'on peut comprendre ça ?

Monsieur le Maire :

Madame DOULAIN, vous ne m'interrompez pas. Vous m'avez traité de menteur, et je ne vous ai pas interrompue. Ici, nous faisons respecter les règles, elles sont bien respectées et elles sont bien acceptées. Vous cherchez à créer une polémique et justement à créer de la peur et de l'anxiété sur les professionnels. Vous feriez mieux Madame DOULAIN de dire bravo sur un espace public reconquis sur la place des Beaux-arts. Vous feriez mieux d'appuyer les dispositifs qui sont mobilisés pour travailler sur l'attractivité. Je suis sûr que vous serez à nos côtés chaque fois qu'un restaurateur sera en infraction sur les règles qui sont posées. Pour cela, je vous en remercie, mais je ne porte pas d'accusation comme vous le faites.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

5. Rayonnement et attractivité du territoire - Épidémie de Covid-19 - Maintien de l'exonération du loyer de la Société d'Exploitation et de Production Musicale (SEPM) du Rockstore jusqu'au 31/12/2021 - Avenant n°3 au bail commercial - Approbation - Autorisation de signature

Mme JANNIN entre en séance.

Mme GIMENEZ sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire suivante. Agnès SAURAT.

Agnès SAURAT :

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Lors du Conseil municipal du 30 novembre 2020, je vous avais proposé un rapport qui visait à limiter les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire, en pratiquant notamment l'exonération de loyers de certains partenaires. Parmi les locataires de la Ville bénéficiant de cette mesure figurait *le Rockstore*, contraint le 17 mars de cesser brutalement son activité jusqu'à autorisation de réouverture. Pour rappel, cette structure culturelle, salle mythique s'il en est en plein centre-ville de Montpellier, permet depuis 1986 un développement de la scène musicale et a accueilli depuis sa création plus de 3 000 concerts permettant au public montpelliérain d'accéder à une programmation à la fois locale et internationale de très haut vol. La singularité de ce lieu, c'est sa double exploitation : une salle de concert et une activité discothèque. Or vous le savez, malgré l'autorisation de réouverture du 9 juillet dernier, la crise de la Covid-19 a durablement fragilisé ce secteur, obligeant à travailler en jauge très dégradée et sous condition de pass sanitaire qui complique effectivement l'exploitation du lieu.

Une enquête réalisée auprès de plus de 500 musiciens en France montre que 73 % d'entre eux auront effectué moins de 507 heures entre mars 2020 et décembre 2021. Dans ce contexte, la prolongation de l'année blanche de quatre mois seulement est insuffisante pour éviter les baisses d'allocations en janvier. Plus que jamais, une prolongation des droits jusqu'à un an après la reprise réelle et totale de travail est nécessaire et doit être portée, ainsi qu'un plan de soutien ambitieux de l'emploi pour que cette reprise puisse enfin avoir lieu. Les annonces tardives, voire cacophoniques, du Gouvernement notamment sur l'autorisation de concerts debout ont empêché nombre d'organiseurs de spectacles de programmer des événements cet été. L'incertitude qui règne sur les décisions finales des Préfets a fait que beaucoup se sont abstenus de prendre les risques d'engager des frais et de signer des contrats avec des artistes, et des salles ont définitivement fermé leurs portes.

L'accompagnement de la Mairie – plus que primordial – va aider *le Rockstore* à gérer une sortie de crise très difficile, un espérant reprendre une activité normale en 2022. C'est pour cela que je vous propose de prolonger l'exonération de loyer de ce lieu si important pour les artistes et les publics, et ce jusqu'au 31 décembre 2021. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Madame SAURAT. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ?

Christian ASSAF :

Intervention hors micro.

Alenka DOULAIN :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Monsieur ASSAF, s'il vous plaît, Madame DOULAIN. Monsieur JAWHARI Salim, vous avez la parole. Puis Monsieur PATERNOT.

Salim JAWHARI :

Monsieur le Maire, mes chers collègues. Nous sortons actuellement du « *quoi qu'il en coûte* » mis en place par le Gouvernement. On voit le bout de la crise. Nous venons de délibérer à l'instant de l'exonération des droits de terrasses de l'ensemble de nos commerçants de Montpellier. Or dans cette délibération, vous ne visez qu'un exploitant. Pour rappel, le fonds de solidarité mis en place par l'État a pris en charge presque l'ensemble de la perte de chiffre d'affaires de tous les commerçants et de toutes les entreprises impactées par cette crise. Il y a eu des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) qui ont été proposés à l'ensemble des entreprises. Nous avons eu aussi le volet 2 mis en place par la Région, notamment la Région Occitanie, pour prendre en charge les coûts fixes. Dans ce volet, il y avait aussi une spécificité pour les discothèques notamment. Aujourd'hui, le fonds de solidarité prend encore en charge plus de 20 % de la perte de chiffre d'affaires pour les gens qui n'arrivent toujours pas à se remettre de cette crise et à ouvrir normalement. La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) prend en charge le chômage partiel pour l'ensemble des salariés. Je ne vois pas en quoi la collectivité territoriale devrait mettre la main à la poche et peut-être subventionner ce type d'activité, par rapport à une décision qui

est une décision de gestion d'un exploitant. Dans un souci d'équité vis-à-vis de l'ensemble des exploitants qui ont la même nature d'activité, le groupe *Le Cœur et l'action*, Monsieur ALTRAD, Monsieur GUISEPPIN et moi-même allons-nous abstenir.

Monsieur le Maire :

Merci. Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT :

Merci. Cette intervention, j'avais un peu envie de la faire entre la délibération n° 4 et 5, puisqu'elle concerne justement tous les endroits où les musiciens amateurs et naissants et les musiciennes amatrices et naissantes peuvent émerger, c'est-à-dire justement à la fois sur les terrasses et dans cette salle de concert ou dans d'autres.

Le spectacle, c'est l'émerveillement de l'émerveillement. C'est à peu près la définition n° 69 des *Mille et une définitions du théâtre* écrite par Olivier PY. Au premier confinement, la sidération a remplacé l'émerveillement, les violences intrafamiliales ont explosé. Pendant le deuxième confinement, on nous a volé l'émerveillement, le taux de dépression en France a explosé. Pendant le troisième confinement, on a commencé à oublier ce qu'était l'émerveillement et certains des plus jeunes n'avaient jamais vu le visage souriant d'un inconnu. On a volé le sourire au regard des enfants. Ne l'oublions pas, c'était il y a très peu de temps.

Plus de petits concerts au bar du coin, plus de grands festivals de musique, plus d'opéras, plus de fanfares dans les rues, plus de joie dans les villes, plus de spectacles dans les cœurs. Les salles obscures étaient noires de tristesse. Et puis, enfin, les salles de concerts rouvrent. Peut-être pas martyrisées, je n'irai pas jusqu'à dire outragées, mais brisées, oui. Notre réservoir à émerveillement que sont les endroits de musique est en grand danger, en grand danger moral et financier. Mais un équilibre peut se rétablir, doit se rétablir, surtout à Montpellier.

Depuis deux ans, on a volé aux étudiants et aux étudiantes la possibilité de passer la moitié de leurs études universitaires dans les bars musicaux, dans les petites salles de concerts alternatives, sur les scènes pour expérimenter leur premier concert. Les Mathias MALZIEU, les Zorozora, les Mauresca Fracas Dub, les Bonnie and Clyde de 2020 et de 2021 n'existeront pas. Ils n'ont pas pu faire leurs premiers pas dans une cave ou sur une terrasse montpelliéraine. Une génération d'artistes ne naîtra pas. C'est comme ça. Perdue. Perdue pour l'émerveillement de notre territoire.

Il y a les grandes salles, il y a le rayonnement, il y a l'attractivité, mais il y a aussi et surtout les petits lieux, les mini salles, les scènes alternatives, le contrechamp, les endroits confinés, mais confinés comme on aime. La ville de Montpellier, tout au long de l'année, brille de mille et un cœurs, de toutes ses salles de concerts qui permettent aux gens, quel que soit leur niveau social, professionnel ou culturel, de se retrouver, de s'émouvoir ensemble et de s'émerveiller. Je suis assez fier que la Ville de Montpellier accompagne cet émerveillement.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Monsieur PATERNOT, de vos propos. Je ne serai pas aussi pessimiste que vous. Il y a 18 mois qui ont été durs, mais la vie, elle est en train de bien reprendre ses droits. On le doit à des dispositifs nationaux et aux dispositifs sur lesquels nous avons délibéré d'aide et de soutien de salles, des salles privées. C'est le travail qu'a mené Madame ROBIN sur les cinémas. Il y a eu beaucoup de travail autour de tous les acteurs de la culture pour les soutenir.

Là il s'agit de la salle du *Rockstore*, qui est une salle que la Municipalité a rachetée, dont elle est propriétaire. Il s'agit de son loyer. Elle est en situation, évidemment comme beaucoup, de très grande fragilité, et on met deux minutes pour fermer une salle de concert, vingt ans pour en ouvrir une. Donc là, ils ont rouvert jeudi, il y a dix jours, avec cette affaire de jauge. Jusqu'au 31 décembre, on propose d'exonérer le loyer que la Collectivité reçoit pour pouvoir les soutenir.

On est en dialogue par exemple sur le Zénith, qui a également rouvert samedi – que toutes ses équipes soient remerciées. Là il s'agit d'une plus grande forme, Monsieur PATERNOT, mais ce sont aussi des lieux. Et on est très attentifs, parce que nous, notre but, c'est quoi ? C'est d'éviter que ça ferme sur

un malentendu, c'est la vigilance qu'on doit avoir pour tous les lieux culturels du territoire. Là, c'est autour du *Rockstore* : la jauge est réduite, voilà pourquoi on fait ce choix.

J'entends la position que vous avez annoncée au nom du groupe *Le Cœur et l'action*. Il s'agit d'une salle qui n'est pas gérée par la Municipalité, mais dont la Municipalité est propriétaire. On propose de faire là un effort, comme finalement nous l'avons fait en exonérant les droits de terrasse jusqu'au moins de juillet, alors qu'elles ont pu rouvrir.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Flora LABOURIER.

6. Services à la population et cohésion sociale - Agrément "Centre Social" des Maisons pour Tous - Convention entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et les Maisons pour Tous Paul-Emile-Victor et François-Villon - Approbation - Autorisation de signature

Mme GIMENEZ entre en séance.

M. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. ALTRAD) sort de séance.

Mme NAKIB et M. TRAVIER sortent de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 6. Maisons pour tous Paul-Émile-Victor. Demande d'agrément. Madame HOUGUET rapporte cette affaire.

Mylvia HOUGUET :

Merci, Monsieur le Maire. Bonjour. La Ville de Montpellier souhaite renforcer l'action sociale sur les quartiers, notamment les quartiers prioritaires de la ville, en renforçant les activités de proximité. Aussi nous avons un partenariat fort avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et nous souhaitons le renforcer. En fait, il s'agit d'une délibération pour l'agrément de « centre social » de deux Maisons pour tous : celle de François-Villon et celle de Paul-Émile-Victor.

En fait, ce partenariat fort avec la CAF nous donne une nouvelle méthode de travail participatif avec les citoyens et les acteurs du territoire. Nous allons renforcer ainsi l'accueil et l'écoute des citoyens, en co-construction avec eux. Nous répondrons à un diagnostic du territoire en proposant des solutions adaptées, que ce soit dans le domaine de l'enfance, de la parentalité, de la jeunesse, de l'intergénérationnel et du vivre ensemble. Nous allons protéger et apporter des réponses. Nous allons mettre également un conseil des usagers sur l'ensemble des Maisons Pour Tous, au-delà des centres sociaux.

Les Maisons pour tous qui avaient déjà eu l'agrément « centre social », c'était dans le quartier Pas du Loup pour la Maison Pour Tous Colucci, à la Cité Gély avec Albertine-Sarrazin, ou encore au quartier Près d'Arènes avec la Maison Pour Tous L'Escoutaire. À notre arrivée, nous avons signé les conventions avec Albert-Dubout et la Maison Pour Tous Brassens, même si les travaux avaient été faits en amont.

La CAF nous a proposé de passer en centre social François-Villon pour le quartier Petit-Bard Pergola, puisqu'il n'y avait pas de centres sociaux, et nous avons fait le choix, Monsieur le Maire, de rajouter la Maison Pour Tous pour cette année, celle de Paul-Émile-Victor, qui est implantée dans le quartier des Cévennes, où nous mettons en place actuellement une concertation sur la copropriété des

Cévennes. Un projet qui est ambitieux d'amélioration du cadre de vie, une concertation qui est déjà en ligne sur le site participer.montpellier.fr, avec une concertation avec la population dès le 22 septembre lors d'une réunion publique au gymnase Jouanique, avec bien évidemment un démarrage des travaux au premier trimestre 2022 et de gros enjeux pour ce quartier : la végétalisation, le développement des mobilités actives avec l'arrivée du bus à haut niveau de service qui fera gagner beaucoup de temps aux habitants, apaiser la circulation, réaménagement du quartier, déplacement de l'école Daubié, apaiser, protéger, développer le bien-vivre. C'est pour ça qu'on a choisi ce quartier et de labelliser cette nouvelle Maison Pour Tous, pour apporter un nouveau souffle qui est donné pour ce quartier, avec une nouvelle méthode, que ce soit pour la concertation ou pour la Maison Pour Tous, d'écoute, d'aller vers et de co-construction avec les habitants et les partenaires.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame HOUGUET. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame AKBARALY.

Tasnime AKBARALY :

Bonjour. Merci de me donner cette parole. En fait, je voulais profiter de cette intervention pour souligner effectivement l'importance de ce partenariat mis en place entre la Ville de Montpellier et la CAF, et souligner l'importance du travail mené dans le cadre de la délégation de Madame HOUGUET. Concrètement, ces agréments, ce sont des animateurs, ce sont des éducateurs qui vont, tout au long de l'année, mettre en place des activités pérennes d'éveil, et de l'éveil artistique, culturel et moteur qui va être adressé aux tout petits, aux moins de trois ans. Je voudrais rappeler ici l'importance de cet éveil dans cette période cruciale des 1 000 premiers jours. On le sait aujourd'hui : cet éveil, il est déterminant pour le développement moteur, pour le développement cognitif, pour le développement de toutes les habiletés sociales de ces enfants, de ces futurs citoyens. Je voudrais juste rappeler l'importance d'avoir ces nombreux agréments sociaux : ça permet en fait à toutes les familles, sur tout le territoire, de se dire qu'à côté de chez soi, on a des propositions qui sont faites d'éveil, et ça rend compte complètement de ce concept de droit universel à l'éveil qu'on a tous, que chaque parent a le droit de se faire offrir sur son territoire.

Je rebondis ainsi sur cette journée et cette semaine en fait qui va être organisée par la Municipalité pour la première fois et de façon assez unique en France. Lors de cette journée internationale des droits de l'enfant, Montpellier a choisi de mettre à l'honneur le droit du tout petit et le droit universel à l'éveil. On en reparlera, mais je pense que ça va être la possibilité d'avoir tous les acteurs associatifs, tous les acteurs institutionnels, culturels et artistiques, de pouvoir offrir une quarantaine de manifestations sur tout le territoire lors de cette semaine. Voilà, merci.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Madame AKBARALY. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? C'est très important, ces labellisations. C'était un mouvement qui avait été engagé précédemment et qui permet d'obtenir des crédits de la CAF et ensuite d'avoir une action territorialisée de cohésion sociale, d'accompagnement à la parentalité, là en particulier sur les très jeunes enfants. L'enjeu des 1 000 premiers jours, Madame AKBARALY l'a dévoilé. Le 22 novembre, nous aurons un grand temps avec l'ensemble des acteurs du Centre Hospitalier Universitaire (CHU), de la petite enfance, de la Protection Maternelle et Infantile (PMI), des chercheurs nationaux à Montpellier, car cette question-là, on sait que beaucoup de choses se jouent. Pour lutter contre les inégalités, il faut agir sur les 1 000 premiers jours. Il y aura ce rendez-vous le 22 novembre.

C'est vrai que la proposition de la CAF, initialement, ce n'était que François-Villon, et on a souhaité qu'il y ait aussi la Maison Pour Tous Paul-Émile-Victor pour l'intégrer dans la démarche que nous engageons de rénovation urbaine dans le quartier des Cévennes, pour laquelle le 22 septembre il y aura au gymnase Jouanique une réunion de présentation avec l'ensemble des habitants du calendrier de mise en œuvre à la fois du projet et des modalités de concertation sur le projet. On a déjà eu une réunion avec les commerçants, une partie des copropriétaires et l'ensemble des acteurs associatifs sur le quartier. Le 22 septembre, avec l'ensemble des habitants, donc évidemment agir sur le bâti, agir sur l'espace public, puisque l'avenue Louis-Ravas, le parking de la copropriété rentre dans la domanialité publique, et nous allons y réglementer la circulation. C'est clairement un endroit qui était déqualifié, et ce sera fait au plus tard au 1^{er} trimestre 2022. Là on va commencer en tactique dès début octobre. Un certain nombre de concertations s'engageront sur les aspects de la copropriété. Nous

inaugurerons courant novembre une Maison du projet sur la rénovation des Cévennes, qui n'aura peut-être pas forcément ce nom mais qui sera un des lieux de la participation ; à la fois agir sur le cadre bâti, sur l'environnement mais aussi sur la cohésion sociale. La Maison Pour Tous Paul-Émile-Victor comme centre social CAF va nous permettre d'y travailler, parce qu'on est sur des populations qui sont en situation de grande fragilité sociale dans ce quartier, et l'accompagnement notamment à la parentalité est un élément déterminant, ou de l'approche jeunes parents. C'est un quartier où il y a des enjeux sociaux très forts.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

7. Services à la population et cohésion sociale - Cité Educative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2021 - Approbation

Mme NAKIB entre en séance.

Monsieur le Maire :

Plan d'actions pour la Cité éducative dans le quartier de la Mosson. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame DOMBRE-COSTE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

8. Services à la population et cohésion sociale - Nouvelle dénomination de la crèche municipale Heidelberg – Approbation

Monsieur le Maire :

Nouvelle dénomination de la crèche municipale dénommée « Heidelberg ». Il est proposé le nom de « Liselotte », qui renvoie à une figure marquante de la ville de Heidelberg, et c'est dans le cadre de notre jumelage. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

9. Services à la population et cohésion sociale - La Boussole des Jeunes - Charte de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Occitanie - Autorisation de signature

M. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. ALTRAD) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Charte de partenariat. C'est une reconduction entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ). Boussole des Jeunes. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Nadia AKIL, Mme Véronique BRUNET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

10. Services à la population et cohésion sociale - Modification du Règlement Intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ) – Approbation

M. ASSAF quitte définitivement la séance donnant pouvoir à Mme FAYE.

Monsieur le Maire :

Modification du règlement intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ). Madame BRUNET, peut-être un petit mot, qui instaure la parité ?

Véronique BRUNET :

Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Effectivement, le CMJ est une belle instance de concertation dont le but est de favoriser le dialogue citoyen. Nous avons procédé à une première modification qui concernait la structuration du CMJ et qui l'a porté à 64 membres, 32 femmes et 32 hommes, et qui instituait ainsi la parité. Il s'agit aujourd'hui de voter une deuxième modification de ce règlement intérieur, qui a été travaillée en concertation avec les jeunes élus, et qui a pour but de préciser les rôles et missions et de les élargir effectivement. Ils seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des projets collectifs, mais aussi d'être consultés sur les projets municipaux ou métropolitains, ainsi que d'être partenaires pour la réalisation de projets.

Permettez-moi de vous donner l'information que le 2 octobre, le CMJ organise son premier videgrenier, l'opération simplicité, de 10 heures à 16 heures à la Maison Pour Tous Chopin, avec une thématique zéro déchet.

Ces rôles et missions leur permettront d'être efficaces dans leur réflexion concernant les thèmes qui leur sont chers, tels que la santé, la solidarité, l'écologie, l'égalité hommes-femmes et le renouveau démocratique. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Madame BRUNET. En tout cas, on les a accueillis à la Mosson. Ça a été un moment très intense. Ils sont en mode dynamique de projets. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Madame DOULAIN, allez-y.

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, chers collègues. Prenons quelques minutes pour parler de ce Conseil municipal de la jeunesse. Évidemment on partagera l'objectif d'inclure les jeunes dans les décisions, ça ne fait évidemment pas débat, mais les méthodes qui ont été employées ces derniers mois, elles nous interpellent quand même à la marge, voire fortement, surtout que la délibération qui nous est soumise au vote, pour nous, ne règle pas les problèmes de fond qui ont été posés dans le processus de la mise en place de ce Conseil. Je vais m'expliquer.

Premièrement, sur la constitution même de ce Conseil, au début il était question d'organiser du coup un appel à candidatures, qui a été réalisé auprès des jeunes Montpelliéraines et Montpelliérains, et puis après il devait y avoir une votation anonyme entre eux pour déterminer justement les 62, enfin les 32 femmes et 32 hommes qui devaient constituer ce Conseil. Aujourd'hui, au travers de plusieurs témoignages, on dit que le processus a manqué de rigueur : des consignes relativement vagues pour que les candidatures soient – on va dire – mises sur un pied d'égalité. Par exemple, les gens ne savaient pas s'ils étaient sélectionnés sur une base écrite ou pas. De plus, la volonté d'avoir un processus anonyme de désignation a été tué dans l'œuf, puisqu'il y a un mail qui est parti à tous les candidates et candidats qui, du coup, entre guillemets, divulguait les personnes qui étaient du coup sur la liste. Alors bien sûr, c'est par inadvertance, et il ne s'agit pas de revenir là-dessus, mais nous, ce qui nous a quand même frappés, c'est que du coup il n'y a pas eu d'excuses de la part de la Mairie

à la suite de cette erreur. On a quand même diffusé des informations personnelles sur les candidats. Et puis surtout, il est arrivé ce qui évidemment devait arriver : il y a eu un groupe de discussions parallèles qui s'est mis en place, des tractations, et puis le processus du coup a perdu de sa transparence et de son éthique. On sait bien que les démarches démocratiques, sont toujours perfectibles et complexes et qu'il faut prendre les retours du terrain pour savoir celles qui fonctionnent. En revanche, il y a des choses qu'on ne peut pas tolérer, surtout quand on lance une instance à destination des jeunes : c'est qu'il y ait de la tricherie et de la tractation. S'il y a eu des erreurs, il faut tout simplement les assumer et puis il aurait fallu revoir du coup, au moment où ça a, entre guillemets, dévié, directement revoir le processus. Je vous invite à vous intéresser aux mécanismes de jugement majoritaire par exemple pour désigner les personnes au sein d'une assemblée.

Deuxième problème, rapidement, c'est sur les pouvoirs même de ce Conseil de la jeunesse. On nous pose une délibération : il n'y a aucune amélioration réelle sur le pouvoir de décision. Je le rappelle : la consultation c'est bien, mais on le fait depuis des années. Monsieur le Maire, vous aviez déclaré pendant la campagne vouloir que Montpellier devienne un laboratoire des innovations démocratiques ; je crois qu'on n'y est toujours pas. La convention citoyenne pour le climat nous a montré quand même l'exemple, pourvu que cela se fasse évidemment sans les jokers et les renoncements du Gouvernement, mais ça a été un bon moment d'intelligence collective. Je vous invite vraiment à identifier des sujets sur lesquels le Conseil pourrait être décisionnaire, voire doté d'un budget propre.

Dernier aspect, troisième point qui nous semble important, sur le fait de prendre en compte les jeunes et de vraiment les associer aux décisions. Ce qu'il nous semble important de faire, c'est évidemment de respecter les engagements qu'on fait auprès de la jeunesse. Je rappelle que 70 % des jeunes se sont abstenus lors des élections municipales – 70 % des 18-24 ans. Il faut redonner goût à la chose politique et je crois que tenir ses engagements, ça compte. Un exemple de ça : sur la gratuité des transports pour les moins de 26 ans, qui avait été annoncée à l'automne 2020, et on pouvait trouver ça relativement logique vu la crise de la Covid-19 de laquelle on sortait, qui avait fortement touché notre jeunesse. Ça a été raboté à moins de 18 ans par le fait du prince. Évidemment, on est obligé de mentionner une pétition qui circule aujourd'hui, avec 12 000 signatures, qui réclame la mise en place de cette gratuité pour les étudiants, comme vous l'aviez promis. Rappelez-vous, lorsque vous étiez candidat, vous aviez une proposition : ce qui, pour vous, était soutenu par 5 % des habitants devait passer en Conseil municipal. Comme pour l'instant vous n'avez pas annoncé quelle était la procédure pour mettre en place cette promesse de campagne, j'ai donc pris l'initiative de porter cette parole dans l'hémicycle. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire :

Merci à vous, Madame DOULAIN, sur le propos autour de l'éthique électorale. Je laisserai chacun juge sur le sujet. Le CMJ y travaille très bien. On s'est réuni. Il y a eu un petit cafouillage. D'ailleurs je m'en suis excusé, mais ça n'a pas dû vous être rapporté, parce qu'évidemment il faut toujours cultiver ce qui ne va pas. Je voudrais revenir sur le dernier point qui est le vôtre. Sur l'éthique électorale, on a vraiment deux appréciations radicalement différentes des choses, en tout cas l'immense majorité des élus ici et vous. Les faits parlent.

Sur la question de la gratuité des transports, votre positionnement est toujours à géométrie variable, c'est-à-dire que vous y êtes hostile et puis en fait pour les habitants de la Cité Gély il la faut, puis là vous faites écho des étudiants. Bien sûr qu'on aimerait. J'aurais aimé mettre en place la gratuité tout de suite et maintenant pour l'ensemble des habitants de la Métropole, évidemment. Mais il y a une trajectoire budgétaire à construire, qui est l'exercice de la responsabilité. Vous auriez d'ailleurs pu dire « *c'est formidable la gratuité pour les plus de 65 ans et les moins de 18 ans* ». Vous auriez pu le dire. Moi, je le dis. En tout cas, les familles des enfants nous le disent. En tout cas les personnes âgées nous le disent. Les étudiants ont vu leur abonnement baisser de 10 %, comme l'ensemble des abonnés. On aurait tous aimé peut-être faire plus, mais nous sommes confrontés à des équilibres budgétaires auxquels on doit être attentif, et *a fortiori* après l'année de la Covid-19. Fin 2023, pour l'ensemble des habitants de la Métropole, ce sera la gratuité des transports. Aujourd'hui, beaucoup de gens comprennent que nous procédons par étapes, en responsabilité. Il serait bien inspiré de porter une parole aussi, pour que les dispositifs de soutien aux étudiants, qui ont été le repas à 1 euro, puissent

continuer à être défendus, de soutenir les projets de construction de logements étudiants pour éviter que ça impacte sur leur prix. En tout cas, fin 2023, on sera la plus grande métropole d'Europe à appliquer la gratuité des transports, et je ne doute pas que plein d'autres métropoles, plein d'autres villes suivront ce chemin. Mais il n'y a pas beaucoup de collectivités qui ont baissé de 10 % l'abonnement pour les étudiants et pour l'ensemble...

Alenka DOULAIN :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Oui, oui, c'est aussi gratuit le week-end pour les étudiants. Non mais Madame, vous, vous êtes contre la gratuité, parce que vous cherchez l'opposition – ce qui est votre droit. L'éthique, de la parole. L'éthique électorale, vous la posez. Mais je me permets de dire qu'aujourd'hui la gratuité est en œuvre pour les moins de 18 ans, pour les plus de 65 ans. Les gens qui ont eu 17 ans et 364 jours vont continuer à avancer avec la gratuité, et fin 2023 nous appliquerons cette mesure. Bien sûr qu'on aurait aimé trouver 10 millions d'euros pour financer cette gratuité pour les moins de 26 ans, mais la responsabilité c'est d'être attentif à la trajectoire budgétaire et de soutenir d'autres mesures qui permettraient d'accompagner les étudiants. On aura d'ailleurs une mesure à voter tout à l'heure sur la gratuité pour accéder au service des Maisons Pour Tous ; pour beaucoup d'étudiants étrangers par exemple, c'est fort appréciable parce qu'elles font sociabilité.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

11. Ressources - Convention cadre de mentorat au bénéfice des étudiants – Approbation

Monsieur le Maire :

Convention de mentorat au bénéfice des étudiants.

Michel ASLANIAN :

Merci, Monsieur le Maire. C'est une délibération assez intéressante parce qu'elle rentre dans le cadre d'un processus que je vais vous détailler, qui fait que nous voulons faire de notre collectivité une collectivité exemplaire du point de vue de l'employeur. Nous souhaitons mettre en place un dispositif de mentorat à destination des étudiants qui ne disposeraient pas d'un fort capital relationnel. Basé sur des valeurs d'entraide et de partage, le mentorat accélère la compréhension des environnements professionnels. La mise en place d'un programme d'accompagnement professionnel et personnel permettra de favoriser le transfert des savoirs et des savoir-faire, le partage d'expériences et la coopération intergénérationnelle. Ce programme rentre dans le cadre plus vaste de ce que nous faisons à la fois au niveau des RH et des étudiants mais aussi au niveau des agents. Je cite pour mémoire notre politique de jobs d'été en direction des étudiants les plus démunis cet été, qui a eu un franc succès. Je cite le plan égalité femmes-hommes très, très ambitieux et je voudrais préciser à ce sujet que nous sommes dans une collectivité qui aura bientôt, au niveau de son management, plus de femmes que d'hommes, et c'est un vrai progrès. Je cite le plan volontariste sur le handicap des agents dans la Municipalité. Et enfin, à venir, un grand projet sur l'apprentissage que nous sommes en train de bâtir, qui va permettre de faire rentrer dans notre collectivité des gens qui en ont besoin.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Monsieur ASLANIAN. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

12. Rayonnement et attractivité du territoire - Cinéma Nestor Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Conventions Ecole et Cinéma, Collège au Cinéma, Lycéens et apprentis au Cinéma - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire n° 12. Dispositifs école au cinéma, pour le cinéma Nestor-Burma. Y a-t-il une demande de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

13. Rayonnement et attractivité du territoire - Cinéma Nestor Burma et Théâtre Jean Vilar - Dispositif YOOT à destination des étudiants - Convention avec le CROUS de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Convention avec le CROUS. C'est l'ancien pass culture. YOOT, c'est le nom qui est retenu, pour favoriser l'accès des étudiants à la culture, de l'ensemble des équipements culturels du territoire. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

14. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle A ne pas rater avec le théâtre des Treize Vents CDN de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire n° 14. Théâtre Jean-Vilar. Convention avec le CDN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

15. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Culture Sport Adapté - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Monsieur MARTIN, pour une minoration de loyer pour une association. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

**16. Services à la population et cohésion sociale - Dotation politique de la Ville 2021 -
Convention d'attribution de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire :

Dotation politique de la ville. C'est la subvention sur la dotation politique de la Ville 2021 : 4 757 292 euros en investissement, pour accompagner un certain nombre de projets dans le secteur des Cévennes, le secteur de la Mosson. C'est Monsieur LAOUKIRI qui suit le dossier. Je mets aux voix. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? C'est une dotation très précieuse que nous allons intégralement consommer. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

**17. Services à la population et cohésion sociale - Gratuité de la carte des Maisons Pour
Tous pour les bénéficiaires du Pass Culture – Approbation**

Monsieur le Maire :

Madame HOUQUET. Gratuité des Maisons pour tous pour les bénéficiaires du pass culture. Donc YOOT. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je voudrais juste remercier les personnels, l'administration, qui ont rendu possible le fait que cet été, au mois d'août, cinq Maisons Pour Tous aient été ouvertes, pendant la période des vacances. Ça a été pour beaucoup de jeunes qui n'ont pas la chance de partir, ou leur famille, ça a été un moment de socialisation, qui a fait beaucoup de bien. Je mets aux voix s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

**18. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de salles en Maisons
pour tous – Approbation**

Mme RIBOT sort de séance.

Monsieur le Maire :

Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous pour de nombreuses associations. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame YAGUE.

Annie YAGUE :

Merci, Monsieur le Maire. Juste pour vous dire que j'ai lu attentivement cette délibération et j'ai vu quelques petites coquilles qu'il faudrait peut-être corriger. Donc notamment Tournezy est nommé « *Tornezy* » – je crois que quand on connaît bien Montpellier, ça fait un petit peu mal au cœur. Puis alors des choses plus accessoires, mais je crois que quand même il est important de les changer : page 56, MLJ3M, c'est Madame Michèle DRAY-FITOUSSI qui est nommée comme Présidente ; et pages 64 et 68, c'est Madame Patricia MIRALLES, à la place de Monsieur RIO.

Monsieur le Maire :

Merci de ces remarques. On va évidemment les intégrer. Il faudra être scrupuleux, même si Madame DRAY-FITOUSSI a très bien travaillé à la mission locale.

Annie YAGUE :

Également Madame Patricia MIRALLES. Mais les choses sont ce qu'elles sont aujourd'hui.

Monsieur le Maire :

Madame MIRALLES, qui a été hier à l'Élysée, pour la prise de parole du président de la République.

Annie YAGUE :

Absolument, pour être aux côtés des harkis.

Monsieur le Maire :

Déclaration très juste du Président.

Annie YAGUE :

Je vous laisse l'appréciation qui est la vôtre.

Monsieur le Maire :

J'espère que vous la partagez.

Annie YAGUE :

Absolument. Je suis pied-noir, quand même. Tout le monde sait bien que les pieds-noirs sont aux côtés des harkis et l'ont toujours été.

Monsieur le Maire :

C'était compliqué. Ok, on va faire les corrections et puis demander à ce que l'on soit un peu attentif et que ce ne soit pas la reconduction de l'existant. Ces modifications étant faites, y a-t-il des demandes de prise de parole autres ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

19. Services à la population et cohésion sociale - Recensement de la Population 2022 - Création de postes d'agents recenseurs et rémunération – Approbation

M. TRAVIER entre en séance.

Mmes BRUNET (avec le pouvoir de Mme AKIL), FRECHE (avec le pouvoir de Mme MARIN-KHOURY), GIMENEZ, SAINT-MARTIN et M. SULTAN sortent de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire n° 19. Recensement de la population. Création de postes d'agents. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

L'affaire que vous nous présentez ici propose d'établir le contrat de rémunération des agents recenseurs de notre ville. Je ne vais pas rentrer dans les détails du caractère un petit peu surréaliste des modalités de rémunération qui sont prévues. Mais en gros, on est face à des modalités de rémunération des agents recenseurs dignes du XIX^e siècle avec une rémunération à la tâche. Alors on avait bien compris lors des dernières privatisations que le service public n'avait pas toujours de valeur à vos yeux, mais quand même, payer des agents à la tâche, franchement, avec ce genre de contrat, ce sont les acquis sociaux de notre pays que vous ridiculisez. Je vais donc voter contre.

Le problème, c'est que cette affaire, elle vient s'ajouter à la longue liste des preuves qui montrent que vous méprisez parfois – et même souvent – les personnes qui rentrent des missions de service public, que ce soit les titulaires, les vacataires ou les contractuels. Par où commencer ? Il y a eu les faux vacataires et leur traitement durant la crise de la Covid-19, il y a eu la privatisation des chauffeurs pour les cantines, les « *papis et mamies trafic* », et plus récemment votre gestion calamiteuse de la mise en place des 1 607 heures. Je le rappelle : le problème aujourd'hui ce n'est pas la mise en place de cette réforme ; c'est que vous n'avez pas utilisé les marges de mise en application que vous aviez

pour notamment les personnels qui travaillent dans les écoles. Alors, évidemment, quand on ne règle pas les problèmes, ce sont toujours à la fin les mêmes qui trinquent : les agents et puis les usagers aussi du service public.

Nous voilà à nouveau face à des grèves des Atsem ainsi que des agents techniques de nos groupes scolaires depuis la rentrée : le 6 septembre, le 14 septembre et puis encore aujourd'hui. Combien de jours de mobilisation faudra-t-il pour que vous acceptiez d'entendre leur voix et leur demande ? Il serait temps de vous pencher sur ces métiers incontournables de notre collectivité. Mais oui, il est haut parfois le huitième étage. Alors les Atsem ont pensé que ce serait bien que je vous apporte un petit cadeau. Il s'agit...

Sébastien COTE :

Intervention hors micro.

Alenka DOULAIN :

Je peux continuer ? Merci. Vous pouvez demander la parole au Maire si voulez, Monsieur COTE. Une fois de plus, vous n'avez pas souhaité permettre aux Atsem de pouvoir venir exprimer en cinq minutes à l'ensemble des conseillères et conseillers municipaux les enjeux de leur métier. Une fois de plus, je crois qu'elles ont demandé à avoir rendez-vous avec le Directeur des Ressources Humaines (DRH), le Directeur Général des Services (DGS) et un élu. Elles sont en bas. Du coup, elles voulaient vous faire part de cet ouvrage, *Si vous saviez...*, qui est un ouvrage écrit par Marie GROSSET qui, du coup, dépeint la réalité du travail d'Atsem dans une école française. Et elles ont dédié cet ouvrage en disant : « *Monsieur le Maire, combien notre métier est utile. Si vous saviez, Monsieur le Maire, combien notre métier est pénible. Si vous saviez, Monsieur le Maire, combien les Atsem de la Ville de Montpellier sont épuisées, démotivées, dépitées, tout simplement écœurées* ». Elles ont signé et elles souhaitaient vous en faire part puisque, comme vous êtes un fêru de lecture, cet ouvrage vous permettra peut-être une immersion dans le métier de ces Atsem. Alors peut-être consentirez-vous à considérer leur demande. Peut-être quand c'est marqué noir sur blanc, ça imprime un peu plus.

Concernant le recensement, et j'en finirai ici, c'est une occasion ratée de montrer l'exemplarité de la Ville et de sortir de cette rémunération à la tâche. Pouvez-vous nous expliquer comment et pourquoi cette politique de rémunération a été choisie ? Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire :

C'est la reconduction du dispositif des agents recenseurs, qui est une mission que nous assumons avec l'INSEE pour produire les données publiques.

Ensuite, vous êtes dans l'opposition, donc vous caricaturez, assurément. La masse salariale ne sera pas la variable d'ajustement de cette collectivité. Elle va d'ailleurs augmenter entre 2 et 3 %, avec des enjeux : à la fois créer des postes là où c'est surchargé, et puis déprécariser. Ce sont des délibérations qui passent au tableau des effectifs à la Métropole, à la Ville, selon les situations. On y est attentif.

Quant à la question des Atsem, je vous ai répondu tout à l'heure. Et je n'ai pas entendu, peut-être, les contre-propositions, qui auraient pu être faites lors du débat qui aurait été ouvert de votre part. Ce que nous, nous disons, c'est 1 537 heures-1 607 heures. Que la question se pose sur la qualité du service public, l'accompagnement. Moi je crois, je sais combien les agents dans cette collectivité, pour beaucoup, travaillent, s'engagent, sont impliqués. Vous pouvez user des métaphores – le huitième étage. Vendredi, les Atsem ont fait l'objet de négociations. D'ailleurs après le Conseil, on est à disposition, pour être reçu. Les Atsem, pas les « *antivax* » – je le dis très clairement.

Ce sont les organisations syndicales et il y a dialogue. Comme nous le savons, je l'ai dit en début de Conseil – comme vous m'avez traité de menteur tout à l'heure, comme vous avez parlé d'éthique tout à l'heure – il va y avoir un temps de travail sur la question des conditions de travail des Atsem. Travailler avec des enfants, c'est un enjeu, c'est une mission. Désolé. J'ai de la pratique. J'ai même été jeune papa. Souvent, j'ai rencontré des Atsem – pas le soir parce qu'à l'époque c'était la personne qui était en situation de vacation – dans la classe. On va travailler sur le chantier des conditions de travail, sur le chantier de la pénibilité. Il existe dans notre collectivité des métiers de grande pénibilité

– Atsem en fait partie, des ripeurs en font partie – sur lesquels il faut être attentif. Evidemment, il faut du temps. Soit vous ne bougez pas – ce qui semble être votre position – et on laisse faire, soit vous faites le choix d’agir, et donc là nous allons entrer dans une deuxième étape de discussions sur les conditions de travail. Parce que notre collectivité, elle offre aussi des opportunités d’évolution professionnelle pour des gens qui sont en situation de grande difficulté. Aussi simplement que cela.

Mais moi je m’exprime en tant que maire, donc en situation de responsabilité, en exerçant les responsabilités. La position qui a été la vôtre depuis le début de ce Conseil a été plutôt de préjuger sur beaucoup de sujets, et d’accuser de mensonges. Ce n’est pas exact. Et parler d’éthique, et parler de méconnaître le terrain, en disant le huitième étage, en envoyant à Monsieur ASSAF tout à l’heure... Ça ne sert à rien, ça. Parlons sur le fond : propositions, contre-propositions. Et si ce que vous dites est juste, ça peut être entendu. C’est comme ça qu’on fonctionne, et de manière posée.

Alenka DOULAIN :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Non, Madame DOULAIN, vous avez le plus de temps de parole, dans tous les conseils réunis. Vous dites de manière surprenante dans la presse qu’on ne vous laisse pas vous exprimer, ce que je trouve un petit peu surprenant. Je le dis. Vous êtes élue, issue d’une liste, vous vous êtes désolidarisée, c’était votre choix. S’il vous plaît, par respect pour les collègues. Monsieur LÉVITA voudra intervenir sur le rapport de la Cour des comptes, sur d’autres sujets. On respecte votre temps de parole.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Un. Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**20. Services à la population et cohésion sociale - Cimetières Saint Etienne et Métropolitain
- Convention de livraison d’eau brute non potable à la Ville de Montpellier - Avenants
n°1 et n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire :

Le cimetière Saint Étienne. Convention de livraison d’eau brute non potable. Affaire technique. Il y a beaucoup d’affaires techniques. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

**21. Services à la population et cohésion sociale - Convention de mise à disposition par la
Préfecture de l'Hérault d'un dispositif mobile de recueil des données - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire :

Sur les pièces d’identité, nos relations avec la Préfecture, y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

22. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention de mise à disposition auprès de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault d'un chalet aux hivernales 2021 pour les jeunes créateurs - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Convention de mise à disposition auprès de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'un chalet pour les hivernales de 2021. Mesure d'attractivité du cœur de ville. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

23. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle - Désignation de l'occupant - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Convention d'occupation du domaine public. Kiosque n° 1. Y a-t-il des questions, des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

24. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Montpellier Grand Cœur. Aide à la requalification des locaux d'activités. Attribution de subventions. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

25. Aménagement durable du territoire - Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire 25. Madame FAYE. C'est le ravalement de façades dans le quartier de Celleneuve, pour lequel nous avons beaucoup de travail qui nous attend. On aura l'occasion d'en reparler. Je mets aux voix, sauf s'il y a des demandes de prise de parole. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

**26. Aménagement durable du territoire - Hôtel des Etats-majors - 3 boulevard Henri IV -
Convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et l'Etat/Ministère des
Armées - Approbation - Autorisation de signature**

Mmes BRUNET (avec le pouvoir de Mme AKIL) et RIBOT entrent en séance.

Mmes EMAD, MARSALA (avec le pouvoir de Mme URBANI), MM. BOURDIN et REYNAUD sortent de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 26. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, chers collègues. Avec cette affaire, il est question de ce que la Ville compte faire de l'immeuble hôtel des états-majors. C'est un bâtiment de 1 400 mètres carrés que nous avons acquis il y a quelques mois auprès de l'État pour 2,3 millions d'euros. On apprend que du coup des bâtiments annexes vont être mis à disposition de l'opération sentinelle vigipirate pendant six mois pour, je cite, « *maintenir le site occupé en attendant une programmation et une affectation définitive des locaux* ». Alors on est évidemment favorable. Mais je souhaiterais savoir si vous aviez prévu de mettre à disposition ce bien municipal pour de l'hébergement d'urgence ? L'armée n'occupant qu'une toute petite partie du site, le temps que vous trouviez – peut-être que c'est en cours – une affectation. On sait que les travaux, c'est toujours long.

Je me permets de rebondir, parce que dans un débat, on ne peut pas débattre tout seul. Sur la question des expulsions – j'y reviens – on n'a toujours pas bien compris si vous étiez favorable aux expulsions, en tout cas si vous n'aviez pas eu le courage de le dire à Monsieur le Préfet... Moi, j'ai quelques questions là-dessus. Elles sont très précises. Tout à l'heure, vous n'y avez pas répondu. Le terrain occupé étant la propriété de la Mairie et de la Métropole sur Zénith 2, aviez-vous signifié clairement...

Monsieur le Maire :

Madame.

Alenka DOULAIN :

Non, je pose la question.

Monsieur le Maire :

Madame DOULAIN, vous êtes sur l'affaire. Nous sommes propriétaires actuellement, et j'espère que vous vous en réjouissez. Exprimez-vous sur l'affaire. Vous avez votre temps de parole : 5 minutes.

Alenka DOULAIN :

Du coup j'y reviendrai plus tard, mais il y a deux types de questions aujourd'hui qui se posent sur les expulsions en cours. Quelle est votre responsabilité et quelles sont les solutions que vous proposez ? Je reste sur les solutions. Du coup, est-ce qu'aujourd'hui ce lieu a été identifié ou d'autres lieux sont en cours d'identification sur ces questions ? Là on parle d'urgence. En gros, comment de manière responsable et coordonnée on peut aujourd'hui répondre à l'urgence sur l'hébergement ? En Commission de Métropole, clairement, c'est marqué que l'offre aujourd'hui est saturée, que le projet qui est en cours, multi-partenarial, pour accueillir des familles, il n'aura pas lieu avant plusieurs mois. En tout cas on n'a pas encore le calendrier. Aujourd'hui, comment vous avez prévu d'accueillir, avec ou sans l'accord du Préfet ? Qu'est-ce que vous allez faire pour gérer cette urgence et quels sont les bâtiments qui vont être éventuellement réquisitionnés ?

Monsieur le Maire :

D'abord sur ce bâtiment, on accueille l'opération sentinelle et on continue cela. C'est important qu'il y ait ce dispositif dans la lutte contre le terrorisme, qu'il y ait une présence. Nous travaillons – je l'ai dit au début, mais vous n'avez pas entendu – évidemment pour trouver des solutions d'habitats intercalaires, aujourd'hui Monsieur CALVO, Madame SAURAT, sur tous nos bâtiments, pour dialoguer avec les associations et identifier aussi des biens privés qu'on pourrait mobiliser. Parce que nous, notre méthode, c'est la méthode des archives. Et ça, vous ne l'avez pas dit non plus.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

27. Aménagement durable du territoire - Acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole des locaux de l'ancien Conservatoire à Rayonnement Régional - Parcelle cadastrée BY n°150, 3 rue de Candolle à Montpellier – Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire 27. Même vote ? Même vote. On a vu ça en Commission. C'est pour faire une école.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

28. Aménagement durable du territoire - Implantation d'un parking à vélos - Avenue de Heidelberg - Quartier Mosson - Convention d'occupation temporaire du domaine public communal au profit de Montpellier Méditerranée Métropole – Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire 28. Implantation d'un parking à vélos avenue de Heidelberg. Des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

29. Aménagement durable du territoire - Transfert de bien entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du transfert de compétences - Le CORUM – Approbation

Mme MARSALA (avec le pouvoir de Mme URBANI) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 29. Transfert de bien entre la Ville de Montpellier et la Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

30. Aménagement durable du territoire - Cimetière de Grammont - Convention de servitude de passage d'un réseau électrique ENEDIS sur les parcelles cadastrées RK 6 et RL 10 - Autorisation de signature

Mme SAINT-MARTIN entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 30. Cimetière de Grammont. Convention de servitude avec le réseau ENEDIS. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

31. Aménagement durable du territoire - Réaménagement urbain - Nouveau Programme National de Renouveau Urbain Mosson - Aliénation des parcelles LR 337 et LR 340, avenue de Louisville, au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) – Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire 31, dans le cadre de l'Agence Nationale du Renouveau Urbain (ANRU). Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

32. Aménagement durable du territoire - Prémption de la propriété de la société JBMB, 3 rue de Deux Ponts - Convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature

M. BOURDIN entre en séance.

M. TRAVIER sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 32. Prémption au profit d'ACM Habitat. Je mets aux voix s'il n'y a pas de demandes de prise de parole. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

33. Aménagement durable du territoire - ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Agrément de candidature SCI « Mathias et Fanny » - Approbation

M. TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 33. Agrément de candidature sur la ZAC de la Lironde. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Michel ASLANIAN, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LÉVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

34. Aménagement durable du territoire - Concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier » - PUP Mas Combelle - Lot MC1 - Agrément en vue d'une cession foncière de la SERM à VINCI Immobilier - Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire n° 34. Port Marianne. Extension. C'est un Projet Urbain Partenarial (PUP). Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Michel ASLANIAN, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

35. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Richter - Suppression de la ZAC – Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire 35. ZAC Richter. Suppression de la ZAC. C'était il y a longtemps, le lancement de Richter. C'est le campus dans la Ville. C'est la fin d'une opération d'aménagement, définitivement. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

36. Aménagement durable du territoire - Achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Richemont-Marqueroise – Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire 36. PAE Richemont-Marqueroise, achevé aussi. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

37. Aménagement durable du territoire - Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit pour les locataires des jardins familiaux "Les Grands Grès" - Avenants aux baux - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire 37. Mise à disposition de parcelles à titre gratuit pour les locataires des jardins familiaux « Les Grands Grès ». Y a-t-il des questions auprès de Madame MASSART ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

38. Rayonnement et attractivité du territoire - Parc de Lunaret de Montpellier - Adhésion à une organisation de protection des espèces menacées (Vulture Conservation Foundation) - Exercice 2021 – Approbation

Mmes EMAD, FRECHE (avec le pouvoir de Mme MARIN-KHOURY), GIMENEZ, MM. REYNAUD et SULTAN entrent en séance.

Monsieur le Maire :

Adhésion dans le cadre du parc zoologique sur la protection des espèces menacées sur un réseau qui préfigurerait le travail qui va être engagé pour l'hôpital de la faune sauvage. Y a-t-il des questions ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, chers collègues. L'avenir du parc zoologique de Montpellier fait couler beaucoup d'encre en ce moment. Il y a des mises au point par presse interposée entre l'ancienne et la nouvelle majorité qui donne selon moi plutôt lieu à un triste spectacle, surtout venant de maires qui ont appartenu au même exécutif et qui partagent donc la responsabilité partielle de la situation du zoo. Une simple revue de presse permet de voir l'étendue des dégâts en matière de calendrier non respecté, de renoncements et de promesses non tenues, et ce depuis des années. Il faut bien le dire : c'est un échec politique, couplé d'un grave manquement vis-à-vis du patrimoine montpelliérain et du legs fait à la Ville. On tenait à exprimer tout notre soutien à celles et ceux qui travaillent au zoo et qui le tiennent debout aujourd'hui. Leurs métiers sont des métiers d'avenir.

Dégradation d'installations, fermeture de certains lieux, départ d'animaux : la situation est aujourd'hui ce qu'elle est, et je pense qu'il faut sortir justement des polémiques stériles. Pour nous c'est surtout l'occasion ou jamais d'opérer un changement profond au sein du parc zoologique et relever la tête en accord avec les enjeux du siècle. Fidèle au programme que j'ai défendu, « *un nouvel espoir* », je me fais la porte-voix ici d'un projet pour le zoo résolument tourné vers le monde d'après, l'éducation populaire et le bien-être animal. On se réjouit de constater que l'hôpital de la faune sauvage fait consensus et que le Maire – autrefois acteur de la fermeture de l'ancienne ferme pédagogique lorsqu'il était Adjoint – fasse aujourd'hui le pari de l'accueil scolaire, des espaces pédagogiques. Évidemment, on s'en réjouit. Comme le monde du cirque arrive aujourd'hui à se réinventer dans notre Ville – je crois que c'est important de le souligner – le zoo doit trouver sa place dans le monde d'après.

J'avais trois remarques. Pour nous, il faut aujourd'hui faire un bilan éthologique de l'ensemble des animaux du zoo afin de déterminer si leur bien-être est compatible avec la captivité. Évidemment dans le cas contraire, si la réintroduction dans leur milieu naturel est possible, alors ils doivent être relâchés.

Le deuxième sujet concerne la serre amazonienne. Nous pensons aujourd'hui qu'il s'agit d'un gouffre financier et écologique qui n'a pas lieu d'être – même si l'intention première est évidemment louable. Le temps où chaque commune désirait un petit bout de tropique doit être révolu. Pourquoi ne pas mettre à profit ces locaux pour présenter les prémices du Muséum d'histoire naturelle montpelliérain, mettant en valeur de nombreuses collections locales, et qui manque tant aujourd'hui à Montpellier ? J'en profite d'ailleurs pour adresser un encouragement aux nombreux militants mobilisés contre un projet de serre tropicale de 20 000 mètres carrés dans le Nord-Pas-de-Calais. Le combat climatique nous dépasse et nous devons tous y faire notre part.

Et puis troisième point, justement, sur l'hôpital de la faune sauvage locale. Pour nous, les associations spécialisées doivent y être incluses dès le début du projet. Les animaux soignés mais non relâchables pourraient y résider de façon permanente et permettraient de créer un lieu de pédagogie à l'éthologie visant à faire découvrir le rôle des espèces animales locales dans l'environnement. Les pistes sont donc nombreuses et les perspectives sont joyeuses, pourvu que la collectivité soit à la hauteur, avec un calendrier clair et des objectifs fermes. On restera vigilants de notre côté sur trois points : le non-recours au privé via une délégation de service public ; la garantie évidemment de l'emploi pour celles et ceux qui travaillent sur le site ; et puis la qualité du service évidemment. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire :

Sur la question du zoo, il y aura une délibération qui sera présentée, qui donnera toute la stratégie sur le Parc du Lunaret, le zoo et au-delà, puisqu'on veut engager une réflexion. Il y a le sujet zoo, qui doit être un lieu de conservation, de culture scientifique, qui doit prendre en compte le bien-être animal. C'est pour ça d'ailleurs que ce n'est pas une décision simple, concernant les rhinocéros. On ne peut pas les relâcher, en liberté, parce que l'ensemble des animaux des zoos est régi par le traité de Washington de 1970. Donc ils sont accueillis dans d'autres espaces où leurs conditions sont favorables. On doit faire très attention.

Il y aura une délibération, avec Monsieur ARIZTEGUI, qui suit cela et qui déjà est en lien avec toutes les associations locales, pour préfigurer l'hôpital de la faune sauvage – ce qui va de soi. Une délibération qui posera l'ensemble des projets, des attendus, et puis qui mettra en exergue les enjeux de bien-être animal, de culture scientifique. C'est quoi le zoo pour les 20-30 prochaines années ? En fidélité à la fois au legs Henri DE LUNARET de 1913, mais surtout à ce que Marcel GALLET en 1964 a engagé. La collectivité, dans le budget qui sera présenté, continuera à mettre des lignes de crédit. Ce sont aujourd'hui 7,5 millions d'euros de dépenses de fonctionnement. Évidemment le principe de gratuité n'a pas vocation à être remis en cause, ni le périmètre des agents publics qui sont fortement impliqués là-dessus, mais qui sont aussi confrontés, à la suite du rapport des services de l'État sur la sécurité qui nous a été présenté, à la garantie de sécurité du public. On s'est là retrouvés, avec Monsieur ARIZTEGUI, sur des situations qui n'ont pas été simples.

Il y aura une enveloppe de crédits qui sera affichée et qui a vocation à être mise en œuvre pour permettre d'avoir à la fois le projet d'un zoo pour le XXI^e siècle à Montpellier, avec des espèces qui correspondent au climat et aux conditions de bien-être animal, qui permettront aux jeunes de pouvoir comprendre la diversité du vivant. Au moment de l'anthropocène, il y a urgence du point de vue de la culture scientifique. Le centre de ressources pédagogiques, qui avait été dénommé « *Darwin* » – parce que c'était un moyen de rendre hommage à un grand chercheur – n'a hélas pas vu le jour – mais ça, ce n'est pas le sujet – sera complété par l'hôpital de la faune sauvage. L'enjeu, c'est de restructurer le zoo, mais aussi Montmaur, mais aussi Lavalette – qui va être desservie par deux arrêts de tramway – et d'avoir une pensée globale sur un immense poumon vert au Nord de la Ville, dans la Métropole. On a actuellement la salle Bougnol, mais qui peut être vraiment un grand lieu d'agrément, et aussi avec le zoo, un lieu de découverte du vivant.

Quant à la serre : il y a un coût énergétique certain. Mais il y a surtout deux problèmes qu'il faut connaître – je les rends public. Sur toutes les espèces introduites la première année, il y a 25 % de décès. Ça ne fonctionne pas, il y a des malfaçons. Personne ici en est responsable, mais cela nous obligerait à faire d'énormes travaux d'investissement pour la remettre aux normes et ça peut se faire au détriment des écoles, des crèches. C'est une question de choix et on va interroger le devenir par un concours, par une réflexion collective sur le devenir de ce projet. Vous venez de livrer une proposition, qui n'est pas inintéressante. Ce sera l'occasion de se questionner, parce qu'il est très clair que la volonté de l'équipe municipale, c'est que le zoo puisse continuer à exister, et il ne ressemblera pas à Beauval, parce que Beauval, c'est privé, c'est 25 euros le billet d'entrée, et puis c'est une certaine conception de la présentation des espèces. Nous sommes une ville de la science, une ville où, sur la diversité du vivant, de nombreux chercheurs sont engagés, et ce lieu doit aider les jeunes générations à comprendre la fragilité du vivant. C'est pour ça qu'il y aura à la fois les enjeux des espèces compatibles avec notre climat, avec le sol – je pense là aux rhinocéros – et puis des espèces méditerranéennes propres, locales, parce que parfois notre action contribue à des dégâts sur des espèces avec lesquelles nous devons vivre de manière harmonieuse et respectueuse.

Il y aura une délibération – peut-être pas au prochain Conseil – qui fixera les grandes orientations du zoo du Lunaret. On le dira peut-être tout à l'heure, la question c'est bien d'engager les crédits que nous affichons pour pouvoir mettre en œuvre les projets. Mais j'ai bien noté votre contribution sur la serre – sur un lieu un peu lié à la culture scientifique, sur un musée de la connaissance – qui pourrait éventuellement nourrir la réflexion. De toute façon on va ouvrir des espaces de préservation. Il y a une chose qui est sûre, c'est que nous n'accueillerons pas de pandas, nous n'accueillerons pas d'espèces qui n'ont pas leur légitimité – je sais que certains aimeraient, mais ce n'est pas compatible. On doit faire très attention à ça. Les choses ont changé, la réglementation – et c'est heureux – a

changé. Aujourd'hui, s'il y a eu des fermetures et si les agents parfois à contrecœur ont dû fermer, c'était d'abord pour la sécurité du public. On fait des investissements, il y aura un comité de pilotage associant la Municipalité et la Préfecture là-dessus.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Oui ? Madame YAGUE ? Pardon, Madame YAGUE, allez-y. Je ne vous avais pas vue.

Annie YAGUE :

Malheureusement, c'est souvent le cas, ça doit être ma taille... Enfin en tout cas je préfère croire que c'est ma taille, et puis je pense que peut-être que les interventions de Madame DOULAIN attirent toute votre attention, mais elle ne constitue pas la seule opposition dans cet hémicycle. Aujourd'hui je voulais aussi donner mon avis sur le zoo – qui n'est d'ailleurs pas que mon avis.

Monsieur le Maire, avec ma collègue Patricia MIRALLES, comme beaucoup de Montpelliérains, nous sommes inquiètes quant à l'avenir du zoo. Vous savez comme nous que les Montpelliérains sont très attachés à ce zoo. Je parle bien de parc zoologique, et pas d'un simple parc de promenade de week-end. Il est impératif que cet espace reste un espace dédié aux animaux, un espace où l'on en prend soin, où l'on éduque et sensibilise les prochaines générations, et dont la gratuité assure un égal accès à tous. Bien sûr c'est important pour les Montpelliérains, mais le zoo est également fréquenté pour beaucoup par des familles de la Métropole ou des touristes qui ne peuvent aujourd'hui participer au débat sur son avenir, sans parler de l'attrait touristique qui n'a eu de cesse de se renforcer avec les différentes évolutions du zoo, comme l'arrivée – sous l'impulsion de Georges FRÊCHE – des lions de l'Atlas, des ours bruns de Syrie ou des rhinocéros blancs – stars incontestées et dont le départ est aujourd'hui acté sous votre impulsion cette fois-ci. Quelques espèces d'animaux et certaines structures du zoo – dont vous semblez dire qu'elles coûtent trop cher pour être conservées – sont celles qui génèrent cependant le plus de fréquentation et le plus d'émerveillement. Ce sont justement ces espèces et structures emblématiques, comme la serre amazonienne, qui font le bonheur des enfants et des familles, permettant même aux plus modestes d'entre nous de s'évader d'un quotidien pas toujours simple, le temps d'une balade.

Vous n'êtes pas sans savoir que le zoo est également un marqueur profond de l'histoire montpelliéraine. C'est à partir de 1962, l'arrivée des rapatriés d'Algérie et des harkis – ces mêmes harkis qui, après avoir combattu aux côtés de la France – qui ont participé directement à son édification en 1964 – eux qui logeaient dans de simples baraques de bois à l'intérieur du parc. C'est aussi leur héritage que nous foulons au pied. Alors nous avons suivi vos récentes annonces sur ce que vous envisagez pour l'avenir du zoo, et nous, Montpelliérains, souhaitons exprimer à notre tour notre vision du sujet.

Au-delà de la nécessaire question de la vétusté et de la sécurité de certains enclos, ne devriez-vous pas consulter largement les habitants sur ce dossier ? Si la gestion échoit naturellement à l'équipe municipale en place, la destination et l'avenir du parc zoologique ne doivent pas être décidés autrement que collectivement par tous les Montpelliérains, fidèle à l'esprit du legs de Henri DE LUNARET, et pas sur une base de calcul prenant seulement en compte le coût d'entretien et le rendement supposés de certains animaux. À ce jour, une pétition réunissant plus de 26 000 signatures et intitulée « *Sauvons le zoo de Lunaret* » vous invite directement à vous diriger vers une telle consultation sur le modèle d'avenir à établir, tout en préservant tout ce qui a toujours fait la magie de ce lieu, y compris des animaux exceptionnels. Merci.

Monsieur le Maire :

Merci, Madame YAGUE. Je me permets quand même de vous répondre sur quelques points. Il y aura les lions, il y aura les girafes, il y aura un certain nombre d'animaux, parce que le zoo a vocation à le rester. Je partage un point de vue : c'est l'hommage que vous avez rendu aux harkis, c'est pour ça qu'il y a d'ailleurs une plaque à l'entrée du zoo, et du rôle qu'ils ont joué aux côtés de Marcel GALLET, son premier directeur. Évidemment, les pétitionnaires ont des choses à dire et on va inviter d'ailleurs à être soutenu financièrement par une mission mécénat, parce qu'il y a des entreprises qui se sont naturellement proposées de pouvoir nous accompagner là-dessus.

C'est très clair : nous on va respecter d'abord les réglementations nationales pour la sécurité du

public. Ça c'est un point non négociable et je pense qu'il fait consensus entre nous. Ensuite, un parc zoologique qui correspond à notre capacité à accepter des espèces, dont il y a un enjeu de bien-être animal. Je crois que ça, nous pouvons y souscrire. Et ensuite, c'est de pouvoir proposer le zoo, qui est un lieu, vous l'avez très bien dit, d'agrément, de promenade, de découverte, d'émerveillement – les lions, les girafes et d'autres espèces –, et aussi de culture scientifique.

Par contre, je dois vous dire une chose. Avec Madame FRÊCHE, Monsieur MARTIN, Madame HART, c'était un budget qu'on avait voté. Il y avait une Autorisation de Programme (AP) de 30 millions d'euros en faveur du zoo du Lunaret. Mon prédécesseur avait fait une conférence de presse, expliquant qu'elle n'a été consommée qu'à un tiers. Donc on se retrouve avec cette situation. Il y a eu des problèmes, peut-être des pesanteurs, je ne sais pas. C'est pour ça qu'on proposera cette délibération, c'est pour ça qu'on sera attentif à la pétition. Pour être très franc, quand on est arrivé aux responsabilités, on pensait que le dossier était réglé sur la question du zoo. On n'avait pas ce rapport sur les malfaçons très importantes de la serre amazonienne, qui se chiffrent...

Annie YAGUE :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Madame, je ne vous ai pas interrompue.

Annie YAGUE :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Madame YAGUE, je ne vous ai pas donné la parole. Vous savez, Madame, c'est un point d'ailleurs qui figure...

Sébastien COTE :

Intervention hors micro.

Monsieur le Maire :

Non, Monsieur COTE, s'il vous plaît.

C'est une réalité, on proposera une délibération-cadre. Il est fort probable d'ailleurs que des gens continuent à s'exprimer là-dessus. Il y a même une association qui m'a écrit : elle va être reçue pour pouvoir travailler là-dessus et on délibérera en Conseil municipal. Mais l'avenir, c'est un zoo, une approche Lavalette, Lunaret, c'est le bien-être animal, c'est sa gratuité, c'est le projet d'hôpital de la faune sauvage, c'est le centre pédagogique et ce sont des moments – ce mot est très juste – d'émerveillement sur des espèces que nous pouvons accueillir, les girafes, les lions, et puis une diversité des espèces qui va être présentée au fur et à mesure, et une mise en sécurité du public.

Je vous propose... Monsieur EL KANDOUSSI, allez-y. Vous avez un mot à dire.

Abdi EL KANDOUSSI :

Oui, j'ai un mot à dire. Monsieur le Maire, mes chers collègues.

Simplement, je souhaitais en complément de ma collègue intervenir sur le dossier du zoo pour confirmer deux éléments fondamentaux – vous en avez parlé. La gratuité doit être maintenue pour l'accès à ce site, et également la présence d'animaux avec une prise en compte du bien-être animal bien évidemment. Ce qui m'inquiète, avec tout ce brouhaha médiatique autour du zoo, j'espère – je dis bien j'espère – que ce n'est pas une manœuvre déguisée pour masquer des modifications ou des constructions à venir autour du zoo – mais également sur le site d'Agropolis ou de Montmaur d'ailleurs. Je relève que vous avez parlé de mécénat : mes inquiétudes sont fondées et mon intervention justifiée. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Vous savez, au musée Fabre, il y a du mécénat pour nous aider pour les œuvres. Au zoo du Lunaret – vu l’engagement de beaucoup – il peut y avoir du mécénat pour nous accompagner financièrement sur le projet du zoo. Quant à Agropolis, la Métropole s’est portée acquéreur d’Agropolis Museum, qui était un lieu occupé, et on va y héberger des entreprises. Voilà.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? C’est pour protéger les vautours dans un réseau, dans la perspective de l’hôpital la faune sauvage. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

39. Hors commission - Mandat spécial - Présentation d’une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Palerme - Participation au sommet annuel Global Parliament of Mayors dans le cadre de l’action internationale de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire :

Nous sommes invités avec Madame HART par le Maire de Palerme. Il y a une délibération pour donner un mandat pour nous permettre de nous y rendre. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Abstention. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

40. Services à la population et cohésion sociale - Engagement de la Ville de Montpellier dans la lutte contre les cancers et les facteurs de risques associés - Octobre rose et Mois sans Tabac - Attributions de subventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Mme NAKIB sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 40. Engagement de la Ville dans la lutte contre les cancers, facteurs de risques associés. Octobre rose. Donc là il y a des subventions aux associations. Y a-t-il des questions ? Madame BRUN-MANDON, allez-y.

Élodie BRUN-MANDON :

Merci beaucoup. Aujourd’hui en France le cancer représente plus de 150 000 décès par an, avec 380 000 nouveaux cas diagnostiqués annuellement. Il est impératif d’agir sur les facteurs de risque, notamment la sédentarité, le tabac, l’alcool ou bien encore la mauvaise alimentation. Il faut aussi favoriser l’accès au dépistage et développer les actions de prévention. En résumé, avoir une politique de santé publique forte et affirmée.

Nous avons depuis un an maintenant acté des mesures fortes, dès l’école avec une meilleure alimentation dans les cantines, l’offre « *Coup de pouce jeune* » pour aider à la pratique sportive, l’accès favorisé à la pratique du vélo en ville, la volonté de créer des espaces sans tabac dans la ville, mais aussi les dimanches de respiration qui commencent dimanche. Tout ça, ça participe aux enjeux de prévention et à l’amélioration de la santé globale des Montpelliéraines et des Montpelliérains.

De plus, la signature du contrat local de santé avec l’Agence Régionale de Santé au premier trimestre

2022 participera à développer toute action en santé publique destinée à lutter contre les cancers notamment. En effet, la Ville de Montpellier participe au développement des actions de sensibilisation et de promotion du dépistage du cancer du sein. Nous pouvons citer l'opération Octobre rose, qui commence dès le 1^{er} octobre, le soutien à la course la Montpellier Reine, et pour le cancer colorectal l'opération Mars bleu, et tout ça en relation avec de nombreux partenaires institutionnels et associatifs du territoire, notamment au sein des quartiers prioritaires de la ville.

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et ainsi la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité, à l'animation et à développer le bien-être sur notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et de l'entraide. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités, leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention. La présente délibération a pour but de réaffirmer la volonté de la Ville de Montpellier de valoriser le travail accompli sur notre territoire autour de ces enjeux. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup. Je propose, s'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole, de mettre aux voix. Effectivement, il y a Octobre rose, j'aurais dû l'indiquer, qui est le vendredi en 15, dans deux semaines. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

41. Services à la population et cohésion sociale - Attributions des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire n° 41. Subvention pour la lutte contre les exclusions. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN :

Monsieur le Maire, chers collègues. Cette affaire vient nous rappeler que les expulsions, en plus d'être des scandales humanitaires, sont des absurdités en matière de gestion des deniers publics, parce que d'un côté l'État et la Ville mobilisent des moyens financiers pour lutter contre l'insalubrité de ces bidonvilles (20 000 euros aujourd'hui dans cette délibération et 40 000 euros votés en décembre dernier en Conseil de Métropole), mais en même temps le représentant de l'État – clairement contre l'avis des acteurs associatifs – expulse et met à mal ces mêmes projets de long terme qui sont menés. Ça s'appelle jeter de l'argent public par les fenêtres et c'est insupportable.

Oui, il nous faut accompagner financièrement les acteurs associatifs, mais il nous faut également veiller à ce qu'ils aient le temps de mener leur projet à bien. J'en profite donc pour adresser un message de soutien fraternel à toutes celles et ceux qui se mobilisent au quotidien pour l'accès à des conditions de vie dignes pour les familles habitant les bidonvilles de notre territoire. J'ai eu l'occasion d'échanger avec les bénévoles, les travailleurs sociaux, le jour de l'expulsion du Zénith 2 et je peux vous dire qu'ils étaient tous écœurés et indignés, parce que leur travail, celui de l'État et de nos collectivités, étaient piétinés.

Je voudrais juste préciser quelque chose....

Alenka DOULAIN montre une photographie.

Alenka DOULAIN :

Ceci n'est pas une résorption de bidonvilles. Ceci est une expulsion sans solution de relogement. Donc ma question, elle est très claire : comment on peut à la fois voter ces lignes de subvention avec

des projets de long terme, et puis en même temps, le représentant de la Ville au tribunal judiciaire, rejeter la demande de suspension d'expulsion ? Par exemple, on aurait pu solliciter le supérieur hiérarchique de Monsieur MOUTOUH, c'est-à-dire le Ministre de l'intérieur – vous vous êtes affiché plusieurs fois avec lui. Est-ce que vous avez mobilisé vos réseaux pour s'assurer que cette expulsion n'ait pas lieu ? Aujourd'hui, je crois qu'on est face à une situation globalement schizophrénique. Il y a besoin de réponses, il y a besoin de clarté, il y a besoin de remettre de l'ordre public. On a aujourd'hui des habitants de notre Ville qui sont agressés sur notre territoire. Quelle était la stratégie de sécurisation des bidonvilles par rapport aux attaques dont ils ont fait l'objet ? Aujourd'hui je crois qu'il faut des réponses claires et ça nous évitera par ailleurs de gaspiller de l'argent public. Merci.

Monsieur le Maire :

Nous allons mettre aux voix ces subventions qui vont nous permettre de continuer le travail sur lequel il est nécessaire d'agir, c'est-à-dire la résorption des bidonvilles avec des tours de table pour essayer d'accompagner chaque situation au mieux – c'est le sens de ces subventions. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Dominique DELAVEAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

42. Ressources - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire 42. Nature en ville. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

43. Services à la population et cohésion sociale - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire 43. Vie associative. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

44. Ressources - Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Ville sportive" et "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire 44. Ville sportive et jeunesse. Pas de demande de prise de parole ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Nicole MARIN-KHOURY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

45. Ressources - Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération pour les terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique – Approbation

Mme NAKIB entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 45. Monsieur ASLANIAN et Madame MASSART.

Michel ASLANIAN :

Merci, Monsieur le Maire. C'est une mesure qui vise à exonérer la taxe foncière sur les propriétés non bâties durant cinq ans pour les parcelles exploitées sous le mode de production biologique. Pour en bénéficier, les propriétaires doivent en faire la demande et fournir aux services fiscaux les justificatifs de mode de production biologique. Pour info, l'impact de cette exonération sera limité à 2 000 euros, soit 3 % du produit total perçu en 2020. L'exonération s'applique sur une trentaine de parcelles détenues par neuf propriétaires distincts. L'économie moyenne pour les propriétaires sera d'environ 230 euros et l'économie maximale atteint quasiment 600 euros.

Monsieur le Maire :

Merci, Monsieur ASLANIAN, Adjoint aux finances. Madame MASSART.

Marie MASSART :

Merci. Je voulais rappeler quand même les effets bénéfiques et les actions de la Ville déjà en faveur de l'agriculture biologique. Les études scientifiques soulignent les effets bénéfiques de l'agriculture biologique, notamment en matière de création d'emplois, de moindre pollution de l'eau par les nitrates et les pesticides, de plus faible consommation d'énergie à l'hectare, de l'impact réduit sur la biodiversité, de l'absence de la maladie due aux pesticides ou encore sa préférence pour le plein-air qui favorise le bien-être animal.

La Ville de Montpellier agit déjà et a de nombreux projets dans les tuyaux pour favoriser l'agriculture biologique, même s'il n'y a pas beaucoup de leviers fiscaux très importants. Ça passe notamment par la restauration scolaire, puisque nous sommes passés en un an de 20 % à 30 %. Comme vous l'avez souligné en introduction, on a introduit la viande en bio et le fromage en bio, ce qui est une grande première à Montpellier. Nous nous sommes fixés un objectif d'atteindre 100 % de produits bio et/ou locaux d'ici 2026. Nous y travaillons également sur d'autres achats de la Ville, notamment le protocole, les EHPAD et les crèches avec les autres collègues en charge des délégations. Nous incitons également l'achat des produits bio et locaux, notamment via la charte relative à l'organisation d'événements sur le territoire de Montpellier et de la Métropole. Nous favorisons toutes les initiatives qui permettent de favoriser la vente directe de produits bio et locaux, notamment par l'ouverture récente du marché des Aubes, qui a été inauguré cette année. Également, je voulais parler du marché d'Agropolis qui se réunit tous les mardis soir et sur lequel nous sommes en train de travailler pour les aider en termes de lisibilité de ce marché. Nous mettons à disposition également des terrains de la Ville, par exemple pour favoriser les jardins familiaux, les jardins partagés ou d'autres projets. Nous prévoyons de doubler les surfaces. Et nous favoriserons l'installation d'agriculteurs biologiques, notamment sur le futur agriparc des Bouisses.

Effectivement, la Ville a peu de leviers, mais elle a quand même ce levier-là – qu'a rappelé Monsieur ASLANIAN. Effectivement, ça concerne les propriétaires, donc les exploitants agricoles ne sont pas systématiquement les bénéficiaires, mais on peut imaginer que ça peut avoir quand même un impact positif pour pouvoir pousser l'installation des exploitants agricoles. C'est plutôt symbolique, mais en tout cas c'est une mesure qui permet de développer l'agriculture biologique locale, et c'est pour ça que je la soutiens fortement aujourd'hui. Merci.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Madame MASSART. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Cette délibération qui vise à exonérer tous les exploitants qui sont labellisés bio s'appliquera à la Ville et nous présenterons la même délibération à la Métropole. Et évidemment, si à la Ville ça peut apparaître un nombre peu important, à la Métropole – pour nos viticulteurs principalement, qui sont les

principaux exploitants – c’est un signal très fort d’accompagnement, car c’est aussi un des leviers, et je remercie l’équipe des finances d’avoir identifié cette possibilité-là pour soutenir cette transition. La surface agricole utile à l’échelle du Département de l’Hérault est en transition. Beaucoup d’agriculteurs, de viticulteurs font ce choix. Il nous faut ici les accompagner, donc quand on exploite en bio, on bénéficie d’une exonération. Parfois ce seront les propriétaires, mais effectivement on peut imaginer – on peut être même certain – qu’il y aura un retour sur le loyer. En tout cas c’est un signal que nous voulons envoyer sur le territoire à ceux qui portent la transition.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Unanimité. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

46. Ressources - Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération des vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes – Adoption

Monsieur le Maire :

Exonération de la taxe foncière propriétés non bâties sur les vergers, les cultures fruitières, les arbustes et les vignes. C’est une délibération que nous prenons eu égard au gel, à la Ville et à la Métropole, qui est en soutien puisque, sur la partie Est de la Métropole, l’impact a été très fort, sur la partie Ouest également. C’est une mesure de soutien qui vient aux côtés des dispositifs de l’État, puisque le Premier ministre s’était rendu dans l’Ardèche avait annoncé 1 milliard d’euros de soutien. Mais en lien avec la Chambre d’agriculture, on propose ce dispositif, parce que le but c’est que les vergers repartent et ne soient pas vendus pour d’autres projets.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

47. Ressources - Rapport d’observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie portant sur l'examen des comptes et la gestion financière de la Ville de Montpellier à partir de 2012 - Présentation et débat

Monsieur le Maire :

Affaire 47. Rapport de la chambre régionale des comptes. C’est une prise d’acte. Est-ce qu’il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur LÉVITA ?

Max LÉVITA :

Justement, Monsieur le Maire, j’espère très, très sincèrement, mais vraiment très sincèrement, que dans cinq ans, le rapport de la Cour des comptes, qui examinera vos comptes, sera aussi élogieux que celui-là. Merci.

Monsieur le Maire :

Non seulement, Monsieur LÉVITA, j’espère qu’il prendra en compte un taux de réalisation des investissements plus important. Mais effectivement, il pointe les choses bien, et la situation, je le dis de manière claire, une bonne gestion, il n’y a pas de grandes anomalies qui sont signalées. Il y a des prescriptions qui sont données par la Cour, que nous allons appliquer. Je précise également qu’il y a actuellement un autre travail de la Cour, cette fois-ci sur le personnel, la Cour a souhaité travailler, engager, depuis quelques mois maintenant sur notre gestion des ressources humaines. On a évoqué tout à l’heure tous les enjeux de complexité, de considération, d’évolution – donc dans quelques mois on aura le rapport.

Max LÉVITA :

Je me permets de rappeler que le taux de réalisation – si vous prenez les rapports précédents – le taux de réalisation, c’est moi qui l’ai rendu public, qui l’ai souligné. Parce que ça m’apparaissait un indicateur très important à fournir à l’ensemble de l’opinion publique. Ce n’est pas quelque chose derrière lequel on s’est cachés. On n’a pas essayé de le dissimuler. On savait que c’était un point de

faiblesse de notre gestion. C'est pour ça qu'il a été rendu public. Rendez-moi hommage au moins sur ce point.

Monsieur le Maire :

Monsieur LÉVITA, quand je siégeais à votre place, je crois, je saluais votre présentation. Je l'ai toujours dit : vous rendiez public. Moi-même, quand je siégeais dans une autre responsabilité aux finances, je faisais apparaître cet indicateur, et nous avions un petit point d'appréciation sur la consommation des crédits. Vous mettiez en doute ma parole, mais les comptes administratifs du Département me donnent raison. Mais on prend acte de ce rapport – qui va d'ailleurs nous permettre d'avoir des marges de manœuvre, notamment sur l'investissement. C'est un défi pour la collectivité, de réaliser, d'exécuter les investissements que nous avons annoncés. C'est un des gros travaux, qui échoit à l'administration pour faire en sorte qu'on puisse bien mettre en œuvre. Je ne souhaite pas, sur aucun des rapports qui nous a été communiqué, ouvrir la moindre polémique. Ce que nous dit la Chambre : elle fait des préconisations et à partir de là nous devons à mon sens mettre en œuvre les préconisations qui nous sont indiquées. Je crois que ça donne de manière assez sereine un état des lieux de la Collectivité. En tout cas ça nous est utile en début de mandat. Donc dans cinq ans, pour juger.

Je n'ai pas fait voter la 46, je vous prie de m'excuser. Je pense que c'est le même vote que sur la 45, sur l'exonération pour les vergers, les vignes. Même vote ? Même vote.

Nous donnons acte pour l'affaire n° 47 du rapport.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

48. Ressources - Création d'une prime d'intéressement collectif en faveur des agents de la Ville de Montpellier – Approbation

Mme DOULAIN (avec le pouvoir de Mme OLLIER) sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 48. Il s'agit de la création de la prime. Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN :

Oui, Monsieur le Maire, concomitamment à la négociation que la loi nous a imposée sur les 1 607 heures, nous avons souhaité trouver une solution pour donner un coup de pouce aux agents de la collectivité, en particulier les catégories C qui – on le sait tous – ont un niveau de salaire extrêmement bas, et nous avons mis en place cette prime d'intéressement collectif qui sera annuelle d'un montant de 300 euros et qui sera distribuée à l'ensemble, à l'ensemble des agents de la collectivité.

Monsieur le Maire :

Merci. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI :

Monsieur le Maire. Simplement, sur ce dossier, nous ne sommes pas d'accord, mais pas d'accord du tout avec votre façon de régler les dossiers concernant les agents municipaux en général, et les Atsem en particulier. Cette délibération se télescope justement avec ce dossier litigieux des 1 607 heures. Pour toutes ces raisons, nous ne prendrons pas part au vote. Ce vote montre notre mécontentement et notre désapprobation. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Je prends acte de votre position. Madame YAGUE, vous vouliez dire un mot ? Allez-y.

Annie YAGUE :

Alors bien sûr, je ne suis pas opposée à ce que vient de dire Monsieur Abdi EL KANDOUSSI. Quant à moi, je ne me vois pas ne pas prendre part au vote pour l'attribution d'une prime pour les agents.

Mais je vais quand même m'abstenir parce que les conditions d'octroi de cette prime, pour moi, elles sont assez vagues.

Déjà je m'inquiète pour les personnes qui sont en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) et qui ne sont pas signalées sur vos exceptions de la délibération. Or on peut considérer l'ASA comme une obligation de santé, de rester chez soi : je ne vois pas pourquoi ils sont exclus des exceptions. Ensuite, cette prime pouvait être donnée jusqu'à 600 euros. Vous avez choisi d'être à la moitié. C'est votre choix, je le respecte. Mais enfin, il faut savoir que ça représente 22 euros par mois à peu près nets par agent : c'est peu de chose. Et surtout, ce qui m'inquiète, c'est le fait qu'elle soit conditionnée à la manière de servir. Je trouve que c'est un argument qui est subjectif. J'ai peur que, finalement, ça ouvre les portes à tous les excès de pouvoir. Comme vous le savez, il existe une dictature des petits chefs, ça a toujours existé, dans toutes les administrations. Je ne voudrais pas – elle n'existait pas ici – que ça occasionne justement ce genre de problème. D'autre part, il n'est pas dit pour combien de temps est instaurée cette prime. Je trouve que ce serait bien que ça figure sur la délibération, parce qu'en fait vous parlez de la crise sanitaire, donc on ne sait plus trop où on en est. Est-ce que c'est à la suite de la crise sanitaire que vous instaurez la prime, ou est-ce qu'elle était inscrite dans la durée ?

Voilà ce que je voulais vous dire. J'ai rencontré les Atsem bien sûr à l'entrée. Elles m'ont fait part de leurs craintes. Ce sont toujours les mêmes. Je vous engage encore à plus de dialogue avec ces personnes qui font un super travail. D'autant qu'en éliminant, en supprimant les activités des étudiants, vous gagnez quand même pas mal d'argent. Je pense que cette prime est presque couverte par ce gain d'argent en supprimant ces postes. Peut-être que pour les basses catégories de la Mairie, et les Atsem en particulier, vous pouvez faire un effort supplémentaire. Je ne sais pas. Je vous propose des pistes ; il serait peut-être bien de les regarder. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire :

Merci. La prime, c'est un dispositif encadré nationalement sur lequel nous nous appuyons avec ses références. Ce sera pour le budget de la commune un coût estimé de 1 325 000 euros pour l'ensemble des agents. Il y aura la même prime à la Métropole. C'est ce que nous avons présenté quand on a délibéré sur le passage des 1 537 heures à 1 607 heures, et ça a été le fruit de la négociation. Chaque année, il y aura cette délibération. C'est d'ailleurs une prime qui, peut-être, selon les finances de la Collectivité, pourra être réévaluée – d'ailleurs, ça donnera lieu à un débat. Après, est-ce qu'on aura la capacité budgétaire à faire ? Mais je sais que vous serez animés de l'esprit de responsabilité.

Juste un petit point, Madame YAGUE. J'aimerais vraiment qu'à Montpellier tout aille bien. Mais malheureusement, on a parfois des situations professionnelles compliquées. Et ce que vous avez très justement pointé comme les petits chefs ou des problèmes de management, hélas, dans notre collectivité, nous en rencontrons aussi. C'est d'ailleurs pour ça que, dans le cadre de la négociation, il y a de la formation au management, il y a du temps pour former les agents, pour les accompagner. Ça a été un des enjeux. J'espère qu'il y en a moins qu'ailleurs. Mais hélas on a parfois des réalités d'agents en grande souffrance. Le sujet de l'absentéisme est toujours un sujet qui doit évidemment nous préoccuper. Ceux qui disent « *il n'y a qu'à, il faut qu'on* », c'est trop simple. C'est souvent multifactoriel. Il y a des agents qui se mettent en arrêt parce que, parfois, il y a des tensions. On veut – et Monsieur ASLANIAN a ardemment souhaité ça dans les discussions – travailler sur la formation, que l'encadrement apprenne, soit formé au management. Dans les collectivités, des choses doivent être apprises. Ça s'appelle du management du service public, avec les valeurs que porte le service public pour essayer d'y répondre. La prime, elle sera versée mi-décembre *a priori*, c'est ça qui est acté. Chaque année, en tout cas nous, c'est notre engagement, et donc ce sera une délibération annuelle et on aura un échange peut-être sur le montant, sur notre capacité à.

Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

*Pour : 52 voix
Abstentions : 2 voix
Se sont abstenues : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.*

**49. Ressources - Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des conventions services communs -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire :

Affaire 49. C'est lié à des services communs. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

*Pour : 52 voix
Abstentions : 9 voix
Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.*

**50. Ressources - Mise à jour de la liste des bénéficiaires des logements de fonction –
Approbation**

Monsieur le Maire :

Affaire n° 50. Mise à jour de la liste des bénéficiaires des logements de fonction. Ce sont des obligations de service pour la plupart des cas pour les agents. Y a-t-il des questions ? Des oppositions ? Des abstentions ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

51. Ressources - Conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire 51. Conventions. Maintenant mutualiser des équipements climatiques. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

**52. Ressources - Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Direction Services aux Territoires de Montpellier Méditerranée Métropole –
Approbation**

Monsieur le Maire :

Affaire 52. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

53. Ressources - Mise à disposition d'un agent de catégorie B de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole – Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire 53. Mise à disposition d'un agent auprès de la Métropole. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

54. Ressources - Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un Adulte-Relais - Approbation du renouvellement - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire 54. Convention avec l'État pour le recrutement d'un adulte-relais. Approbation de renouvellement. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

55. Hors commission - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs – Approbation

Monsieur le Maire :

Modification du tableau des effectifs sur l'affaire 55. Y a-t-il des questions ? Opposition ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

56. Services à la population et cohésion sociale - Jardin du domaine de Méric - Convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Office de Tourisme Métropolitain - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature

Monsieur le Maire :

Affaire 56. Occupation temporaire du domaine de Méric avec l'OT. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

57. Ressources - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan, Montferrier-sur-Lez, Clapiers et Villeneuve-lès-Maguelone - Achat de quincaillerie, visserie et échelles - Autorisation de signature

Mme DOULAIN (avec le pouvoir de Mme OLLIER) entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 57. Convention de groupement de commandes entre différentes communes de la Métropole et le CCAS. Vous avez les communes concernées et les montants. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des oppositions ? Des abstentions ? Des refus de vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

58. Hors commission - Organismes Extérieurs - Principe de la transformation de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale – Approbation

Mme MASSART sort de séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 58. Principe de la transformation – on l'a évoqué au Conseil de Métropole – entre la TaM et la SPL. Y a-t-il des questions, des demandes de prise de parole ? Questions ? Allez-y, Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA :

Merci, Monsieur le Maire. Vous nous proposez une transformation d'une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) – il s'agit de TaM – en Société Publique Locale (SPL). Je cherche désespérément l'utilité d'une telle proposition, et je dois vous dire que je ne la trouve pas.

Un : vous allez expulser les associés non publics qui, à l'heure actuelle, participent au tour de table de TaM. La Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Caisse d'Épargne, etc., qui participent, ce sont des banquiers, et il m'apparaît que leur présence dans un conseil d'administration est plutôt utile, qu'inutile. Ces associés non publics, vous allez devoir payer leur participation ; le coût sera de plus de 2 millions. En ces temps difficiles, il me semble que d'autres dépenses sont plus urgentes.

Deuxième observation : la nouvelle société, elle aura deux actionnaires, la Métropole et la Ville de Montpellier. Ma question – je ne sais pas si je l'ai dit au Conseil de Métropole – : est-ce que les autres communes de la Métropole ont été consultées ? Il est vrai qu'être actionnaire d'une société qui ne fait pas de profit a de quoi refroidir les enthousiasmes.

Troisième remarque : la société actuelle TaM, elle a des déficits, qui doivent être comblés du fait des conditions imposées par les actionnaires publics. Je rappelle que ce sont des actionnaires publics, en particulier la Métropole, qui fixent les investissements, qui d'ailleurs les financent, le fonctionnement, le prix du billet, les abonnements, etc., et donc la société, elle demande une compensation pour toutes ces règles que vous avez émises, qui sont dans le contrat de délégation de service public. Du fait de la gratuité, la somme à verser à TaM, que ce soit une SAEML ou que ce soit une SPL, sera encore plus élevée. Selon mes calculs, ce sont au moins 75 millions, quand la gratuité sera totale, qui devront être versés. Et cette somme à verser, vous serez obligés de la verser, quel que soit le type de société que vous mettez en place. Simplement, dans le cas d'une société anonyme, les élus de la Métropole connaissent les sommes à verser lors de chaque avenant – et dans l'année, on en a sept-huit-neuf : ça dépend des conditions supplémentaires que le délégant donne. Là, avec une SPL, on aura droit à deux points ; on en discutera deux fois. On aura une prévision dans le cadre du BP, suivie d'une régularisation quand on aura les comptes l'année d'après. On n'en discutera plus. On ne verra plus.

Le seul point rationnel, que je conteste, c'est que vous adoptez la position de la Cour des comptes et des Chambres régionales des comptes. Ces institutions ont toujours manifesté leur désapprobation

concernant les SAEMML – je précise, sans convaincre personne. Personne ne suit la recommandation de la Cour des comptes sur ce point. Il s'agit d'un dogme de la Cour qui ne convainc que ceux qui veulent être convaincus.

En conclusion, c'est une proposition peu claire. On n'en voit pas l'intérêt. C'est la raison pour laquelle je m'abstiendrai sur ce vote que vous nous proposez. Merci.

Monsieur le Maire :

Madame FRÊCHE va vous apporter quelques éléments de réponse.

Julie FRÊCHE :

Merci, Monsieur le Président. Monsieur LÉVITA, il s'agit avant tout d'une sécurisation juridique qui est urgente, compte tenu des modifications contractuelles avec les grands projets aujourd'hui structurants portés par la Métropole et la Ville de Montpellier. Vous l'avez cité : la gratuité des transports, les quatre nouveaux bus à haut niveau de service, la réalisation de la ligne 5, le parking Saint-Roch ou encore le stationnement sur voirie. Nous sommes dans une situation de risque de remise en cause de concurrence, risque au niveau de la Préfecture, et vous l'avez dit, c'est aussi un conseil émis par la Chambre régionale des comptes. C'est également dû au contexte de crise économique induit par la crise sanitaire qui nous oblige à un partenariat financier renforcé concernant essentiellement les collectivités publiques et la société, notamment sur la question de l'indemnisation due à la crise de la Covid-19. Il s'agit enfin de réorganiser le capital pour, à l'avenir, l'ouvrir à de nouveaux acteurs et établir une stratégie mobilité plus large, avec les territoires voisins. Aujourd'hui vous allez avoir, avec la Société publique locale, deux actionnaires publics dans une société qui ne comprendra que des actionnaires publics : la Métropole, de par sa compétence mobilité et la Ville de Montpellier à travers sa compétence stationnement sur voirie. À terme, si on porte la stratégie mobilité à une échelle plus grande, nous pourrions évidemment inviter des territoires voisins à prendre des actions au sein de la future société publique locale. Je vous remercie.

Monsieur le Maire :

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE, pour ces éléments. Je rajouterai un point. À cause de la crise de la Covid-19, depuis le 16 mars 2020, les recettes d'exploitation de TaM ont fondu. Tous les réseaux de transport sont confrontés au même problème. L'Île-de-France a été un peu avantagée par un geste important de l'État. Nous, nous avons bénéficié d'un prêt à taux zéro. Les actionnaires du tour de table n'ont pas contribué à financer les pertes. Seule la Métropole l'a été. Ce que vous dites là, sur le tour de table qui pourrait être utile, là aujourd'hui, cette société, même si les actions vont être rachetées à l'unité, c'est là-dessus qu'on va, mais vu l'état des résultats 2020 et sur le premier semestre 2021, la société est dans une situation extrêmement préoccupante. Et qui apporte ? La Métropole. C'est la Métropole qui compense. La CDC n'est pas venue compenser. Je prends cela, pas pour les cibler ; je le prends à titre d'exemple. Elle n'est pas venue compenser. On pense que là, aujourd'hui, Madame FRÊCHE a décrit la stratégie du choix d'aller vers la SPL. D'autres collectivités pourront devenir partenaires ; c'est souhaitable, parce que ça va nous permettre de dépasser notre cadre de la simple AOT (autorité organisatrice des transports). En tout cas, on veut créer ces conditions-là.

Et le troisième point sur lequel je ne partage pas, c'est votre chiffrage, que vous donnez et que je ne peux pas laisser passer, sur la gratuité, qui est erroné, puisque les recettes de billetterie intégrales sont entre 39 et 40 millions d'euros. Donc une mesure de gratuité pour les habitants de la Métropole, c'est sur cette enveloppe-là que ça se fait. Et effectivement, ce sera lisible, comme nous le faisons d'ailleurs au budget, en présentant le financement gratuité en direction de la SPL. Voilà comment on va fonctionner.

Je précise enfin, je le dis, parce que la SPL était une demande unanime des organisations professionnelles de la TaM, donc nous faisons ce choix. Nous ne sommes pas les seuls à nous orienter vers ce modèle-là, dans le contexte post-Covid-19, de sociétés de transport, puisqu'à Grenoble, ils vont aller vers la SPL, Clermont va aller vers la SPL. On a beaucoup de territoires. Il se trouve que je m'occupe, je co-anime avec le Maire de Metz le groupe mobilité à France Urbaine : c'est une tendance que l'ensemble des réseaux, après la Covid-19, adopte.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Y a-t-il des contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE

59. Hors commission - Organisme Extérieur - Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Transmission Universelle de Patrimoine de la SAS TaM Voirie vers la SAEML TaM – Approbation

Monsieur le Maire :

Affaire 59. C'est la conséquence sur TaM voirie. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

60. Hors commission – Charte relative à la mutualisation de la collecte de l'enquête de recensement des personnes sans-abri 2022 – « Nuit de la solidarité » - Autorisation de signature

Mme MASSART entre en séance.

Monsieur le Maire :

Affaire 60. Charte relative à la mutualisation de l'enquête de recensement des personnes sans abri 2022. « *Nuit de la solidarité* ». Autorisation de signature. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Monsieur le Maire :

L'ordre du jour est épuisé. Je vous remercie. Madame DOULAIN a posé par écrit deux questions.

La première, Madame : combien nos EHPAD municipaux connaissent des difficultés de prise en charge du fait de la suspension du personnel médical non vacciné depuis le 15 septembre. Je veux commencer par dire et rendre hommage à tout le personnel des EHPAD qui a affronté la crise. Je le dis, parce que vraiment, il y a un engagement qui a été remarquable. Madame YAGUE, vous qui avez présidé le CCAS, vous avez pu le mesurer. On le mesure et je crois que vous vous associez à cette expression. Je veux dire aussi que la mobilisation pour réussir la vaccination dans les EHPAD a été un succès pour les résidents, que très peu de personnels, même s'il a pu y avoir des doutes, mais globalement très vite les gens se sont fait vacciner. D'ailleurs j'ose espérer, Madame, que votre question est un plaidoyer pour la vaccination, qui est le meilleur moyen collectivement de se protéger.

Je sais qu'on a un rassemblement de gens qui contestent la vaccination sur le parvis de la mairie. Je tiens à le dire : moi je regrette, la vaccination pour les enfants, elle protège l'espérance de vie, et aujourd'hui il est avéré que les gens qui se retrouvant en réanimation sont les gens qui sont non vaccinés, et l'hospitalisation également. Je voudrais le dire ici : les trois sensibilités représentées, nous plaidons tous pour une vaccination obligatoire, pour pouvoir protéger la population. À ce jour, 380 agents sont vaccinés, 8 refusent la vaccination, donc les dispositions réglementaires ont été appliquées. J'espère qu'ils pourront mesurer que ça correspond un l'éthique du service public, y compris quand on est doté de la sécurité de l'emploi.

Ensuite vous m'avez interrogé Madame sur la question, effectivement, qui défraie la chronique, qui est celle de la SPA, question complexe du point de vue de sa gouvernance, présidence, conseil d'administration. Nous, on a suspendu le versement de la subvention à ce jour, parce qu'on a besoin de savoir. La subvention n'est pas ajournée. Elle est suspendue, mais on veut être certain qu'évidemment les moyens publics que nous versons soient bien utilisés, que le personnel, ça fonctionne bien. Il peut y avoir des conflits internes, mais nous devons faire attention, et que les animaux soient bien traités dans les dispositions qui sont prévues. On pense que c'est quand même un enjeu, la SPA, et donc on espère qu'il y ait l'apaisement. Il y a un audit qui est évoqué. À partir de là, on va en prendre connaissance et on va regarder la suite. Même si la subvention est votée par la Métropole, je vous réponds. Et selon l'audit, on verra si on ne diligente pas nous-mêmes un autre audit si on a le sentiment qu'il y avait la moindre partialité. La SPA doit bien fonctionner.

Mes chers collègues, merci beaucoup. L'ordre du jour était, pour beaucoup d'affaires, technique. Merci de la qualité des débats et très bonne journée à tous et à toutes. La semaine prochaine, Conseil de Métropole pour les élus de la Métropole, et vous avez le calendrier des Conseils municipaux qui est disponible. Merci.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h00.